

LABORATOIRE TECHNIQUES
TERRITOIRES ET SOCIÉTÉS

RAPPORT
D'ACTIVITÉ
2019

LATTS

LABORATOIRE TECHNIQUES
TERRITOIRES ET SOCIÉTÉS

RAPPORT
D'ACTIVITÉ
2019

**LATTS - Laboratoire Techniques,
Territoires et Sociétés**

LATTS (UMR 8134)
Unité mixte de recherche CNRS, École des Ponts
ParisTech, Université Gustave Eiffel

Directrice
Nathalie Roseau

Directeurs adjoints
Alexandre Mathieu-Fritz
François-Mathieu Poupeau

Secrétaire générale
Assetou Coulibaly

Adresses
École des Ponts ParisTech
6 et 8, avenue Blaise-Pascal
Cité Descartes - Champs-sur-Marne
77455 Marne-la-Vallée cedex 2

Université Gustave Eiffel
5, boulevard Descartes
Cité Descartes - Champs-sur-Marne
77454 Marne-la-Vallée cedex 2

Site internet
www.latts.fr

À l'issue de l'évaluation HCÉRES qui s'est conclue au début de l'année 2019, le LATTS s'est engagé dans un nouveau projet quinquennal, avec le soutien de ses trois tutelles : le CNRS, l'École des Ponts ParisTech et l'Université Gustave Eiffel.

L'interdisciplinarité, la variété des objets d'étude, l'ancrage des recherches dans les mondes professionnels, l'implication dans les débats de société, l'originalité des approches et la pluralité des postures scientifiques demeurent les traits constitutifs de l'identité du laboratoire, désormais plus que trentenaire. Mais nos thématiques de recherche se renouvellent aussi, au gré des enjeux qui émergent en matière de connaissances.

Complet et analytique, ce rapport d'activité permettra, nous l'espérons, de mieux faire connaître notre collectif de travail, dans sa diversité, son ouverture et sa richesse.

Excellente lecture !

Alexandre Mathieu-Fritz,
François-Mathieu Poupeau,
Nathalie Roseau

SOMMAIRE

6

PRÉSENTATION DU LABORATOIRE

- 8 Faits marquants 2019
- 9 Effectifs du laboratoire
- 12 Gouvernance interne
- 14 Éléments budgétaires et recherche partenariale
- 16 Axes de recherche
- 26 Responsabilités au sein des établissements de tutelle
- 27 Prix et distinctions

28

ACTIVITÉS DE RECHERCHE ET PRODUCTIONS SCIENTIFIQUES

- 29 Opérations de recherche
- 34 Publications
- 36 Habilitations à diriger des recherches
- 38 Thèses soutenues

40

ANIMATION DE LA RECHERCHE

- 41 Activités éditoriales
- 43 Organisation de manifestations scientifiques
- 44 Participation à des comités et réseaux scientifiques

46

FORMATION PAR LA RECHERCHE ET RESPONSABILITÉS DE FORMATIONS

- 47 Responsabilités de formations (licences, masters, UFR)
- 48 Recherche doctorale

50

DIFFUSION DU SAVOIR

- 51 Expertise
- 52 Médias

54

ANNEXES

- 55 Liste des effectifs
- 57 Liste des publications
- 62 Liste des opérations de recherche
- 65 Liste des thèses en cours au 31 décembre 2019
- 66 Liste des contrats de recherche
- 67 Liste des responsabilités de formations

Pour des raisons de simplicité, ce rapport d'activité ne sera pas rédigé en écriture inclusive.

PRÉSENTATION

LABORATOIRE

- Le LATTs est un laboratoire de recherche **pluridisciplinaire** en **sciences humaines et sociales** spécialiste des enjeux de la **ville** et des **territoires**, de l'**action publique** et du **travail**, aujourd'hui et dans l'histoire. Au croisement de plusieurs disciplines (aménagement, géographie, histoire, sciences politiques, sociologie, etc.), il s'attache notamment à comprendre la manière dont les infrastructures et les dispositifs techniques sont façonnés par les divers mondes sociaux dans lesquels ils s'insèrent et, inversement, comment ils contribuent à les transformer. Fondé en 1986 autour des thématiques de la ville et de ses réseaux ainsi que des entreprises et de leurs modèles d'organisation de la production, le LATTs pratique le **dialogue entre les sciences sociales et les mondes techniques**, partant du constat que ceux-ci revêtent une importance particulière et croissante dans les transformations spatiales, sociétales, économiques et politiques. Les chercheurs du laboratoire étudient ainsi les dynamiques et les processus liés aux grands réseaux de communication et d'énergie, aux environnements construits (bâtiments, aménagements, équipements), aux dispositifs de gestion des organisations, aux outils de visualisation et de surveillance.... Sensible, depuis sa création, aux problématiques et préoccupations des ingénieurs, le LATTs accorde une attention particulière aux infrastructures de gestion des flux matériels et informationnels, dont le fonctionnement du monde contemporain dépend de manière toujours plus étroite.
- En se focalisant sur la dimension sociale et politique des mondes techniques, le LATTs a l'ambition d'éclairer les **mutations** qui affectent les **territoires urbanisés**, les **administrations de l'État et des collectivités locales**, les **firmes** et les **systèmes productifs**. Ce faisant, il souhaite contribuer aux débats scientifiques portant sur trois enjeux majeurs pour les sociétés contemporaines : (i) les modalités de production, reproduction et transformation des formes de rapport à l'espace ; (ii) les nouveaux dispositifs techniques qui équipent et socialisent les individus, entraînant une mutation des relations qu'ils entretiennent avec les structures collectives ; (iii) les enjeux politiques et organisationnels de ces dispositifs, appréhendés comme un facteur important d'innovation et de changement sociotechnique. À travers des enquêtes de terrain, notamment comparatives, les recherches menées au LATTs portent une **triple ambition** : pratiquer une **interdisciplinarité** exigeante, affirmer le principe d'un **solide étayage empirique des recherches**, **favoriser le débat et la production théorique**. Une part importante des recherches qui sont engagées actuellement au laboratoire touchent plus particulièrement à l'analyse des transitions écologiques et numériques à l'œuvre dans nos sociétés, ainsi qu'aux questions de risques, de financiarisation, de crises, de travail et d'organisation.
- Unité mixte de recherche, le LATTs regroupe des chercheurs et enseignants-chercheurs issus du **CNRS**, de l'**École des Ponts ParisTech** (ENPC) et de l'**Université Paris-Est Marne-la-Vallée** (UPEM), devenue, le 1^{er} janvier 2020, l'**Université Gustave Eiffel**. Cette triple appartenance explique pour une part la singularité de l'approche scientifique du laboratoire. Grâce à ses enseignants-chercheurs, le laboratoire est naturellement **très présent dans les formations** (licence et master) de l'Université Paris-Est Marne-la-Vallée ainsi que dans les formations (masters et mastères spécialisés) de l'École des Ponts ParisTech, au sein desquelles interviennent les chercheurs du laboratoire, tous statuts confondus. Enfin, le LATTs est fortement impliqué dans l'**animation de la recherche** à l'échelle de l'Université Paris-Est, notamment à travers sa contribution aux Laboratoires d'excellence (Labex) Futurs Urbains et Sites (Sciences, Innovations et Techniques En Société).

FAITS MARQUANTS 2019

- Le début de l'année 2019 a été marqué par la **visite du comité d'évaluation de l'HCÉRES**, qui s'est conclue par un **rapport d'ensemble très positif** et par le lancement du **nouveau projet quinquennal**, avec la structuration du laboratoire en 4 axes de recherche (cf. partie « Axes de recherche »). L'originalité des objets de recherche et du positionnement scientifique du LATTs, son rayonnement académique et l'esprit de collégialité qui l'anime ont été soulignés, ainsi que la qualité des interactions avec les acteurs socio-économiques et le suivi très attentif du parcours doctoral. Cette visite a conforté le LATTs dans les choix collectifs élaborés depuis plusieurs années, tout en l'invitant à s'engager sur de nouveaux fronts de recherche.
- L'année 2019 a aussi été marquée par le **changement de l'équipe de direction**. Un nouveau trio de chercheurs a pris ses fonctions le 15 mars, composé de Nathalie Roseau (DR École des Ponts ParisTech), d'Alexandre Mathieu-Fritz (Professeur de sociologie à l'Université Paris-Est Marne-la-Vallée) et de François-Mathieu Poupeau (CR CNRS). Le 1^{er} avril, Assetou Coulibaly a également rejoint le poste de secrétaire générale du LATTs, en remplacement de Virginia Frey.
- Le LATTs a bénéficié également de l'**arrivée de nouveaux membres** : deux chercheurs en délégation CNRS (Romain Garcier, MCF, ENS Lyon et Geneviève Zembri, MCF, Université Paris-Seine), quatre post-doctorants ou chercheurs contractuels (Ingrid Canovas, Nicolas Maisetti, José Ignacio Vila Vâsquez, Zhumin Xu), un ATER (Elvan Alrik), six nouveaux doctorants (Bernard Augey, Paul-Henri Duron, Guillaume Fournier, Élise Muller, Mariama Ndoye, Paola Piras), deux ingénieurs d'études (Alexandre Geffroy, Sofia Laborde) et deux personnels administratifs (Fatima Azaghar-Sayad et Nita Jacquin).
- Trois chercheurs du LATTs confirmés ont soutenu leur **habilitation à diriger des recherches** : Nathalie Roseau, Jonathan Rutherford et Elsa Vivant.
- Lise Desvallées, Stéphane Degoutin et Dilara Trupia ont **soutenu leur thèse**. Le LATTs continue d'apporter un appui à ses doctorants grâce à un suivi attentif de leur parcours, souligné par le rapport HCÉRES. Jean-Michel Denis a succédé à Ludovic Halbert en tant que responsable du parcours doctoral, dont Nathalie Peroumal continue d'assurer le suivi administratif.
- **17 contrats** ont été signés au cours de l'année 2019, confortant la qualité des relations nouées par le laboratoire avec des acteurs socio-économiques aussi divers que Acadie, Ahti, Algoe, les Ateliers Médicis, Bouygues Immobilier, DSO Group, EDF, Eifer, GIP Epau, Injep, Kisio et Pôle Emploi.
- 2019 a été une année féconde pour le laboratoire en termes de **publications (86)**, avec 7 ouvrages scientifiques, 5 directions d'ouvrage et de numéros spéciaux de revues, 50 articles à comité de lecture et 24 chapitres d'ouvrages scientifiques.
- Enfin, au titre des **prix et distinctions**, Sylvie Jaglin a été nommée officier de l'Ordre des Palmes Académiques et Antoine Picon a été invité à l'Académie Américaine de Rome en tant que James S. Ackerman resident scholar (2019-2020). Aude Danieli a remporté deux prix de thèse pour son travail doctoral sur la « mise en société » du compteur Linky : le prix de l'Université Paris-Est et le prix spécial du jury au prix de l'Université du Conseil départemental du Val-de-Marne. Enfin, Félix Adisson a reçu le *Jim Lewis Prize* pour son article publié dans la revue *European Urban and Regional Studies*.

EFFECTIFS DU LABORATOIRE

Le LATTs comptait
87 personnes au 31 décembre 2019,
avec un effectif se répartissant comme suit :

| | | | | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------|
| 28 chercheurs et enseignants- chercheurs statutaires (12 UPEM, 9 CNRS, 6 ENPC, 1 IFSTTAR) dont 17 HDR, | 5 chercheurs et enseignants- chercheurs sur autres statuts (1 professeur émérite, 1 directeur de recherches émérite, 2 maîtres de conférences en délégation CNRS, 1 Past) dont 3 HDR, | 34 doctorants, | 8 post-doctorants, 3 IR et 2 ATER, | 7 personnels administratifs. |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------|

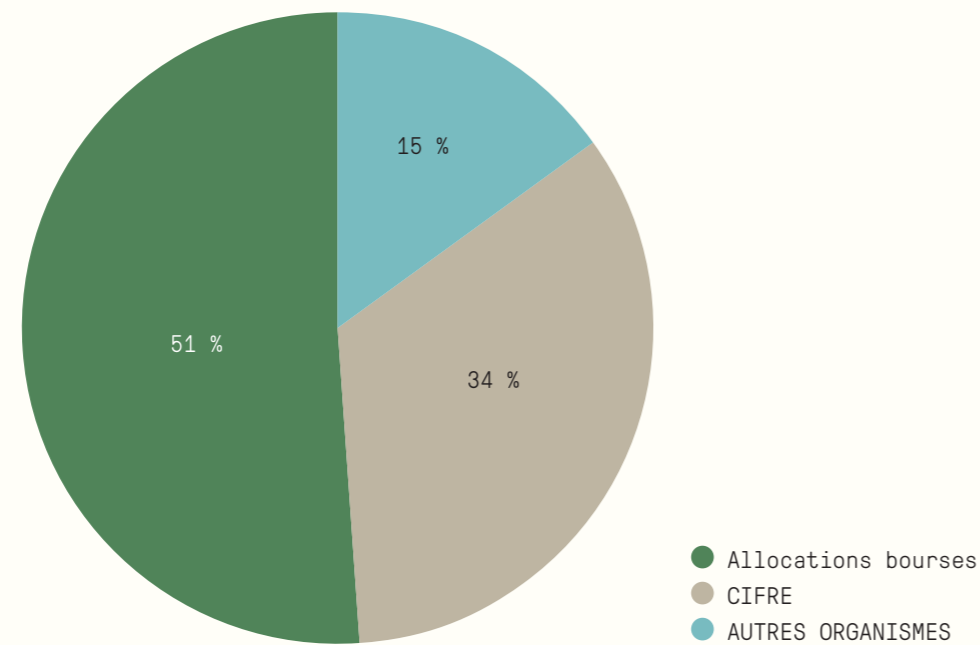
- Cet effectif est **globalement stable** depuis janvier 2015, date à laquelle certains chercheurs du LATTs ont quitté le laboratoire pour former le LISIS, présent sur le site de Paris-Est. Depuis, les nouvelles arrivées ont globalement compensé les départs pour cause de mobilité professionnelle ou de retraite.
- **L'équipe administrative du LATTs**, service d'appui à la recherche, a pour mission de contribuer au bon fonctionnement du laboratoire en mettant en œuvre les orientations de la direction et en assurant les activités administratives, financières, d'édition et de communication. Placée sous la responsabilité d'Assetou Coulibaly, Secrétaire générale, elle a été renforcée en 2019 par **deux nouvelles arrivées** : Nita Jacquin, ITA CNRS (1^{er} avril) et Fatima Azaghar-Sayad, ITRF UPEM (2 septembre). Le LATTs se félicite de ces recrutements, qui témoignent de la grande confiance que lui accordent ses tutelles. Les effectifs de l'équipe administrative s'élèvent ainsi à 7 agents : une secrétaire générale (Assetou Coulibaly), une assistante de direction (Nathalie Peroumal), trois assistantes de gestion administrative et financière (Fatima Azaghar-Sayad, Valérie Bocquillion, Nita Jacquin), une responsable d'édition des revues *Flux et Réseaux* (Aurélien Bur) et une assistante de communication (Virginie Detournay).
- **L'effectif des chercheurs et enseignants chercheurs permanents** est resté quasi identique à celui de l'année 2018, soit 28 personnes au total. L'UPEM reste la tutelle qui emploie le plus de personnel (12), devant le CNRS (9) et l'ENPC (6). Depuis 2016, les nouveaux recrutements (2) se sont faits grâce à l'ouverture de postes d'enseignants-chercheurs par l'UPEM, lorsque les effectifs des autres tutelles ont eu tendance à stagner (CNRS) voire à diminuer légèrement (ENPC). Il est important que la dynamique de **recrutement de postes de permanents** se poursuive dans un avenir proche, au regard de l'évolution de la démographie du laboratoire (départs à la retraite). Le LATTs reste un lieu de recherche très reconnu dans les mondes académiques et professionnels, et son attractivité passe aussi par une capacité à accueillir de nouveaux chercheurs et enseignants-chercheurs. Du côté du CNRS, le laboratoire attire régulièrement des candidats aux concours de chargés de recherche, dans les sections 39 (majoritairement), 40, 52 et 53 (plus marginalement). En 2019, quatre personnes ont ainsi demandé à être rattachées au laboratoire en cas de succès au concours,

dont deux porteuses d'un projet ERC. Le LATTs essaie d'entretenir cet intérêt en mettant en place une démarche d'accompagnement très appréciée des candidats (nomination d'un référent chercheur senior, auditions blanches, relecture du projet). Mais la baisse drastique du nombre de postes ouverts aux concours CNRS ne pourra pas compenser les départs à venir. Dans ce contexte, l'expansion du LATTs ne pourra pas se faire en ayant seulement recours à des emplois financés sur des contrats de recherche (projets européens, ANR, chaires, etc.). Si le laboratoire accueille régulièrement des post-doctorants et des ATER (8 et 2 en 2019), son activité, en constante progression, nécessite de s'appuyer sur une équipe étoffée et renouvelée, à même de pouvoir assurer un travail de qualité dans ses tâches de formation à la recherche et de répondre aux nombreuses sollicitations de ses tutelles et partenaires. Le laboratoire veille aussi à offrir de réelles perspectives de carrière à ses doctorants, même si, bien évidemment, tous n'ont pas vocation à rester au LATTs.

- Le **nombre de doctorants en thèse** au LATTs est de 34, pour un effectif de 17 HDR permanents, soit deux thèses en moyenne par HDR. Ce taux d'encadrement varie en fonction des chercheurs et des possibilités qu'ils ont, au regard de leurs thèmes de recherche, de mobiliser des financements et de trouver des candidats intéressés. En 2019, **6 nouvelles thèses** ont démarré, financées à parité par des allocations de bourse doctorale et des partenariats de recherche, sous forme de Cifre notamment. Cette proportion correspond à une tendance que l'on peut repérer sur le long terme (cf. illustration n° 1).

Illustration n°1

Types de financement de thèses au LATTs depuis 2010



Sur un total de 71 thèses financées.

- Les doctorants appartiennent à **deux Écoles doctorales** (ED) de l'Université Paris-Est. La majorité (24) émerge à l'ED VTT (Ville, transports et territoires), dont les thématiques sont au cœur des recherches menées au LATTs depuis sa création (études urbaines, aménagement, infrastructures et réseaux, etc.). Le dernier tiers des doctorants, plus ancré dans les disciplines de la sociologie et des sciences politiques, est rattaché à l'ED OMI (Organisation, marchés, institutions), en prise avec les travaux portant sur les mutations du travail et des organisations, notamment à l'ère du numérique, et sur les questions d'action publique et de gouvernance territoriale. Parallèlement aux formations offertes par ces deux Écoles doctorales, le laboratoire a mis en place plusieurs dispositifs collectifs d'accompagnement des thèses (parcours doctoral, mini-soutenances, etc.), sur lesquels nous reviendrons ultérieurement (cf. partie « Recherche doctorale »).
- Enfin, le LATTs intègre régulièrement des **post-doctorants** et des **stagiaires**, qui contribuent aux différentes opérations de recherche de l'unité. En 2019, 8 post-doctorants et 14 stagiaires ont été accueillis.

GOVERNANCE INTERNE

- La gouvernance interne du laboratoire est assurée par l'**équipe de direction** (les trois codirecteurs et la Secrétaire générale), en lien étroit avec l'équipe administrative. Elle repose sur **trois grands principes** : collégialité, transparence et solidarité interne. Solidement ancrés au sein du laboratoire, ils ont été réaffirmés lors de la prise de fonction de la nouvelle équipe de direction, en 2019. Leur mise en œuvre repose sur un mode de fonctionnement articulé autour d'une instance stratégique : **le conseil de laboratoire**.

Illustration n°2

Organisation du LATTs au 31 décembre 2019



- Comme les années précédentes, la **codirection du laboratoire** est assurée par un trio représentant chaque tutelle (CNRS, École des Ponts ParisTech, UPEM), afin d'assurer un parfait équilibre dans le traitement des dossiers et des positionnements du LATTs, notamment sur le site de Paris-Est. Le fonctionnement est totalement collégial, les tâches étant réparties de manière équitable, avec différents responsables de dossiers. L'articulation avec l'équipe administrative est assurée par la Secrétaire générale, Assetou Coulibaly, dont la prise de poste a correspondu à l'arrivée de la nouvelle codirection.

- Le **conseil de laboratoire** (voir encadré) est un espace de discussion particulièrement important au LATTs. La prise de fonction de la nouvelle équipe de direction a donné lieu, à l'automne 2019, à un renouvellement de ses membres, par élection et nomination. Le processus de nomination répond à un double principe fonctionnel : intégrer les différents animateurs d'axes et associer des chercheurs exerçant des responsabilités jugées stratégiques au sein des trois tutelles. Aux trois collèges déjà existants (chercheurs, personnels administratifs et doctorants) s'est également ajouté, au cours de l'année 2018, un représentant des personnels de recherche non statutaires (post-doctorants, ATER), qui ne disposaient jusque-là d'aucun canal d'expression formalisé.

Composition du conseil de laboratoire fin 2019

| | |
|----------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| MEMBRES DE DROIT | N. Roseau, A. Mathieu-Fritz, F.-M. Poupeau (équipe de direction). |
| COLLÈGE DES CHERCHEURS | S. Bernardin, K. Chatzis, J.-M. Denis, M. Drozd, D. Guéranger, E. Vivant (membres élus), S. Jaglin (membre nommée). |
| COLLÈGE DES PERSONNELS ADMINISTRATIFS | V. Bocquillion, A. Bur (suppléante) (membres élus), A. Coulibaly (membre nommée). |
| REPRÉSENTANTS DES DOCTORANTS | M. Marchand, É. Muller, P.H. Duron (suppléant), C. Rey-Thibault (suppléante) (membres élus). |

- Le conseil de laboratoire se réunit tous les mois, à partir d'un ordre du jour envoyé au préalable. Chacun des membres du LATTs peut demander à y inscrire un point particulier et à participer aux séances. Chaque réunion donne lieu à un compte-rendu détaillé diffusé à l'ensemble du laboratoire afin de tenir ses membres informés des décisions qui ont été ou doivent être prises. Les débats et avis portent notamment sur l'organisation du laboratoire, les demandes de postes (notamment la campagne emploi annuelle de l'université) ou les projets de thèse et leur classement pour l'obtention d'un contrat doctoral. En 2019, les discussions ont également concerné les politiques de site, qui impacteront la vie du laboratoire (notamment les doctorats, dans la perspective d'un retour de la diplomation aux établissements).

- Le conseil de laboratoire a aussi à se prononcer sur l'allocation des ressources qui proviennent soit des tutelles (lorsqu'elles ne sont pas affectées à un emploi précis), soit des sommes prélevées sur les contrats de recherche. Ce faisant, il constitue un organe essentiel dans la mise en œuvre du principe de solidarité, à travers deux dispositifs récurrents : les BQR internes (« bonus qualité recherche » destinés à amorcer des opérations de recherche pour lesquelles il n'existe pas d'autres sources de financement) et les campagnes de traduction (visant à augmenter le rayonnement international du laboratoire).

- Enfin, le LATTs se réunit chaque année à l'automne, en **assemblée générale**. Celle-ci est l'occasion de présenter à l'ensemble des personnels du laboratoire les événements marquants de l'année ainsi que les nouveaux arrivants, et de faire état de l'usage des ressources (budget, contrats, organisation administrative). Selon l'actualité, des thèmes plus particuliers sont inscrits à l'ordre du jour.

ÉLÉMENTS BUDGÉTAIRES ET RECHERCHE PARTENARIALE

- En 2019, le budget du LATTS a été alimenté par **deux principaux types de ressources** : les dotations de ses tutelles et les sommes prélevées sur les contrats de recherche de ses membres.
- Les **dotations de recherche** du LATTS sont versées par deux de ses trois tutelles : le CNRS (35 000 euros) et l'UPEM (30 500 euros). Elles représentent 4,6 % des ressources budgétaires du laboratoire et permettent à celui-ci de couvrir diverses dépenses de fonctionnement et d'équipement (informatique, ameublement, petit matériel et fournitures, etc.). Elles sont également mobilisées dans le cadre des outils d'appui à la recherche mis en place au sein du laboratoire (généralement, une à deux fois par an), comme le « BQR interne » et la « campagne de traduction ».

Illustration n° 3 Les dotations de recherche au LATTS de 2014 à 2019

| TUTELLE | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | TOTAL |
|---------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------|
| CNRS | 36000 | 36000 | 35000 | 35000 | 35000 | 35000 | 212000 |
| ENPC | 32000 | 28870 | 0 | 0 | 0 | 0 | 60870 |
| UPEM | 39000 | 21500 | 24000 | 24500 | 28000 | 30500 | 167500 |
| TOTAL | 10700 | 86370 | 59000 | 59500 | 63000 | 65500 | 440370 |

- Comme le montre l'illustration n° 3, ces dotations ont connu une légère progression à partir de 2016. Les crédits versés par le CNRS sont restés stables depuis 2014. Ceux de l'UPEM ont en revanche connu une augmentation régulière depuis 2016, après deux années de forte baisse, mais sans toutefois atteindre leur niveau de 2014. L'École des Ponts ParisTech n'a pas versé de subvention depuis 2016 mais a contribué financièrement aux frais de documentation (dont certains abonnements aux revues scientifiques) et aux charges liées à l'occupation des locaux au sein du bâtiment Bienvenue. 2020 marquera une petite évolution, le LATTS ayant bénéficié d'une dotation de la part de l'École des Ponts ParisTech d'un montant de 8 600 euros, augurant ainsi d'une nouvelle forme de soutien financier annuel, particulièrement bienvenu dans le contexte actuel.
- La gestion des **ressources propres** du LATTS, qui proviennent des contrats de recherche, est répartie entre les trois tutelles, à hauteur de 109 775 € pour le CNRS, de 154 201 € pour l'École des Ponts ParisTech et de 1 109 951 € pour l'UPEM (montant qui inclut les projets I-Site et les Labex, ce qui explique pour une part l'importance de l'enveloppe). Soucieux de maintenir un « esprit d'UMR », le laboratoire essaie, autant que faire se peut, de confier la gestion de ces ressources de manière équilibrée entre ses trois tutelles, ce qui se traduit concrètement par le fait que tout chercheur du laboratoire doit pouvoir bénéficier, quel que soit son établissement d'appartenance, des services et des moyens offerts par les différentes tutelles. Le LATTS prélève, lorsque c'est possible, des frais de laboratoire sur la plupart des contrats de recherche (contrats à justifier mis à part). Ils contribuent à subvenir à des dépenses internes que ne permettent pas de couvrir les dotations de recherche.

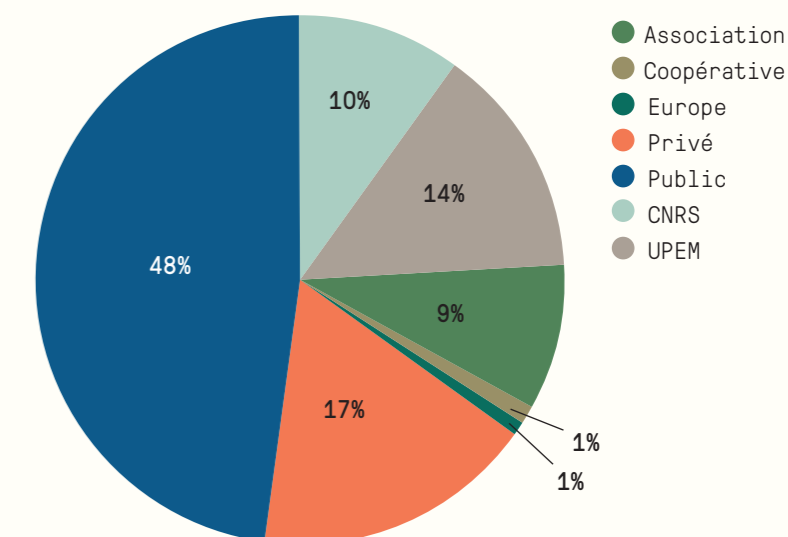
Illustration n° 4 Les ressources contractuelles du LATTS de 2014 à 2019

| TUTELLE | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | TOTAL |
|---------|--------|--------|---------|--------|--------|---------|---------|
| CNRS | 54107 | 10000 | 1512440 | 55000 | 29500 | 109775 | 1770822 |
| ENPC | 301977 | 320092 | 295907 | 46666 | 269248 | 154201 | 1388091 |
| UPEM | 383602 | 293607 | 347344 | 566630 | 412394 | 1109951 | 3113528 |
| TOTAL | 739686 | 623699 | 2155691 | 668296 | 711142 | 1373927 | 6272441 |

- En 2019, le LATTS bénéficie de **49 contrats « vivants »** (c'est-à-dire en cours d'exploitation, non clos sur le plan budgétaire), dont **17 conclus au cours de cette seule année**. Depuis 2017, les ressources propres du LATTS sont en constante augmentation. Le « pic » de l'année 2016 correspond à l'arrivée d'un contrat ERC (URBAN-REV POLITICS, sous la responsabilité d'Ozan Karaman, CR CNRS), d'un montant de 1,5 millions d'euros. L'augmentation constatée en 2019 s'explique quant à elle par la signature de deux contrats de recherche (dans le cadre du projet URBA RISK LAB, placé sous la responsabilité de Valérie November, DR CNRS). L'illustration n° 5 montre la **grande diversité des financeurs et des montants** de ces contrats (respectivement en valeurs absolues en euros et en pourcentages). **Les partenaires publics restent encore très majoritaires**, tant en nombre de contrats qu'en volume, surtout si l'on tient compte du projet européen ERC, présenté séparément dans le jeu de données. Le LATTS était ainsi financé, en 2019, par l'Agence nationale de la recherche (ANR), le Conseil supérieur de la formation et de la recherche stratégiques (CSFRS), la Caisse des dépôts et consignations (CDC), l'UPEM (BQR), le CNRS (soutien à la mobilité internationale), ainsi que l'UPE pour les projets I-Site et du Labex Futurs urbains (4 groupes transversaux étant hébergés au sein du LATTS). Un **gros quart de l'activité contractuelle** du laboratoire s'est fait par ailleurs **avec des partenaires privés**, parmi lesquels on compte des entreprises (Vinci, Véolia, Bouygues immobilier ou DSOgroup), des associations (l'Association pour l'histoire des télécommunications et de l'informatique, le Centre d'études et de formation interprofessionnel solidaire ou l'Union sociale pour l'habitat) et une coopérative de conseil, dans le cadre d'une convention Cifre (Acadie).

Illustration n° 5 La recherche par contrat au LATTS de 2014 à 2019

| FINANCEURS | NOMBRE CONTRATS | MONTANT CONTRATS |
|---------------|-----------------|------------------|
| ASSOCIATION | 8 | 149 734€ |
| COOPÉRATIVE | 1 | 4 500€ |
| EUROPE | 1 | 1 449 940€ |
| PRIVÉ | 16 | 604 449€ |
| PUBLIC | 45 | 3 904 719€ |
| CNRS | 9 | 76 500€ |
| UPEM | 13 | 32 600€ |
| TOTAL GÉNÉRAL | 93 | 6 272 441€ |



AXES DE RECHERCHE

- Depuis 2015, le LATTS est structuré non plus en équipes mais en **axes de recherche**. 2019 a été une année charnière puisque, dans le cadre de son nouveau projet quinquennal, le laboratoire a décidé de modifier leur périmètre. Au nombre de 6, ils sont **désormais passés à 4** et leur lancement a débuté à partir de la rentrée universitaire 2019-2020. Ces axes s'intitulent :
- 1) Politique, marchés et mondes urbains (PMMU)
 - 2) Gouverner, organiser, travailler (GOT)
 - 3) Savoirs, cultures techniques, territoires (SCT)
 - 4) Risques urbains et environnementaux (RUE)
- Contrairement au fonctionnement par équipe, l'organisation du laboratoire par axes de recherche autorise des **appartenances multiples**. Il n'est donc pas rare qu'un chercheur émerge à plusieurs d'entre eux, selon ses disciplines de prédilection et ses thèmes d'études. Cette multi-appartenance a pour avantage de favoriser une plus grande interconnaissance, une meilleure circulation des informations sur les recherches ou projets en cours et la mutualisation de la prise en charge de certains événements scientifiques (séminaires, ateliers, etc.). Un seul axe, aussi structuré soit-il, ne pourrait répondre à lui seul à de tels objectifs. Fort de ce constat, le laboratoire a décidé de conserver cette forme d'organisation, tout en cherchant à réduire le nombre d'axes, jugé trop important.
- Comme nous le verrons, chaque axe mène sa vie propre, en fonction du degré de cohérence scientifique entre les recherches poursuivies par ses membres et des objectifs programmatiques qu'il se donne. Certains axes ont une vie collective assez dense, structurée autour de séminaires réguliers et d'opérations de recherche menées conjointement par plusieurs chercheurs. D'autres ont des modes de fonctionnement plus souples et s'organisent plutôt autour de quelques séances de séminaire ou de lectures communes. Voici, fin 2019, le bilan que chacun des axes a pu établir, quelques mois seulement après la mise en œuvre du nouveau projet quinquennal.

Axe Politique, marchés et mondes urbains (PMMU)

Animateurs : Yoan Miot (MCF UPEM) et Jonathan Rutherford (CR ENPC)

- L'axe PMMU explore la production, la gestion et la régulation des systèmes urbains. Le rapprochement des recherches menées auparavant dans deux axes distincts (EPPUR et IPMU) permet d'engager un dialogue entre les travaux sur les infrastructures de réseaux et les entreprises de services urbains, d'une part, et ceux provenant d'une analyse de l'économie politique de l'environnement bâti, d'autre part. Intégrant des recherches sur les pratiques habitantes, sur les mobilisations et les contestations urbaines, cet axe cherche à appréhender des transformations urbaines qui ne procèdent pas seulement de l'urbanisme planifié et des stratégies des pouvoirs publics, mais aussi des marchés, des pratiques citadines ou encore des usages contestataires et des détournements de l'espace urbain.
- Pour cela, les recherches sont menées dans une diversité de contextes politiques et géographiques situés dans les Nord et les Suds urbains, explorant aussi bien les métropoles globales en croissance que des régions urbaines en déclin ou des villes petites et moyennes. De l'émergence de micro-marchés aux coalitions de croissance transnationales, des firmes d'infrastructures aux plateformes numériques, de la poursuite d'objectifs d'équité territoriale et de préservation environnementale aux logiques d'austérité, les recherches de l'axe s'intéressent aux transformations urbaines appréhendées comme des configurations évolutives et situées d'arrangements politico-institutionnels et sociotechniques, de conventions, de pratiques et de trajectoires professionnelles.
- Les recherches visent ainsi à expliquer la place des espaces urbains dans l'accumulation et la distribution des richesses, à éclairer la recomposition de l'action publique et son rôle dans la production de biens publics et la régulation de leurs usages. Plus largement, elles mettent en lumière les rapports de pouvoir à l'œuvre dans la production et la reproduction des environnements urbains bâtis, l'évolution des formes urbaines, les inégalités et vulnérabilités sociales ainsi que les disparités interterritoriales.

Faits marquants 2019

- Pour lancer leurs travaux, les membres de l'axe ont participé à une journée d'étude « décentralisée » à Lille en juin 2019. Ils ont, à cette occasion, échangé avec le directeur Énergie de la Métropole Européenne de Lille (MEL) autour d'un projet stratégique de connexion d'un centre de valorisation énergétique aux réseaux de chaleur urbains locaux. Ils ont également entrepris une visite de site des Rives de la Haute-Deûle, projet urbain de 40 hectares emblématique des politiques de la MEL en matière de développement économique et de renouvellement urbain articulé autour de la filière numérique (construction d'un parc d'affaires et de programmes de logements). Cette journée a permis de tester et de valider l'intérêt de croiser et de confronter les recherches sur les infrastructures et les réseaux d'une part, et la production urbaine d'autre part, notamment dans ses dimensions immobilières, afin de comprendre le processus de construction des marchés urbains.
- Suite à cette journée d'étude, les membres de l'axe ont décidé de structurer leurs activités autour d'un séminaire bimensuel consacré à des présentations suivies d'un échange collectif. Les intervenants sont soit des membres de l'axe, soit des chercheurs extérieurs au laboratoire (par exemple, Erica Eneqvist, jeune chercheuse du *KTH Royal Institute of Technology / RISE Research Institute of Sweden*, qui a été invitée au LATTTS en septembre 2019), ce qui permet de traiter une diversité de sujets et d'approches. L'organisation de ces séminaires vise à produire des théorisations communes, à confronter les résultats de différentes enquêtes et à créer un espace de formation à la recherche pour les doctorants.

Zoom sur...**« Investissement public local et systèmes territoriaux. Développement durable, collectivités locales et soutenabilité financière » (projet InveST)**

Coordination scientifique: Ludovic Halbert (CR CNRS)

L'ANR InveST est un projet de recherche s'inscrivant dans les thématiques scientifiques de l'axe PMMU. Cette opération, lancée en 2019, analyse la mise en œuvre de l'injonction au développement durable dans l'action publique territoriale dans un contexte de renforcement de la rigueur financière. Il teste pour cela deux hypothèses. Premièrement, les rationalités, instruments et pratiques associés à cette rigueur pèsent sur la sélection des priorités et le contenu de l'action publique territoriale en matière de durabilité. Deuxièmement, l'action publique opérée sous contrainte financière accentue les disparités entre et au sein des territoires.

InveST questionne les manières dont la rigueur financière est représentée et mobilisée par les acteurs comme contrainte et opportunité pour la mise en œuvre des politiques locales de durabilité. Il analyse aussi les pratiques financières et les relations de pouvoir dans les systèmes politiques territoriaux afin de qualifier le rôle de la rigueur dans la transformation des agendas politiques, des objectifs et des conditions de production de l'action publique de la durabilité. Ces questions sont étudiées à travers deux objets complémentaires.

Le premier décrit les évolutions des politiques de l'État central et les relations de ce dernier avec les collectivités territoriales dans l'application de l'agenda de la rigueur. Le second est une comparaison de six ensembles intercommunaux urbains. L'analyse de la discipline financière est menée pour cinq domaines d'action publique retenus pour leur poids financier et leurs enjeux de durabilité: le patrimoine foncier et immobilier des collectivités locales, les réseaux d'eau et d'énergie, le logement social, l'aménagement urbain et économique et les mobilités durables. Outre la contribution aux recherches sur la mise en œuvre territorialisée du développement durable, InveST a pour ambition de produire des outils pour les acteurs du développement territorial.

Axe Gouverner, organiser, travailler (GOT)

Animateurs: David Guéranger (CR ENPC) et Marie Bigorgne (doctorante)

- GOT est issu de réflexions qui ont conclu à l'opportunité de fusionner deux axes préexistants: « Gouvernement technique des entreprises et des administrations » (GTEA) et « Infrastructures numériques » (InfraNum). Cette conclusion procède d'un diagnostic qui pointe, de façon pragmatique, un ensemble d'affinités scientifiques (l'intérêt pour les dispositifs sociotechniques, la centralité des approches sociologiques, des méthodes de recherche communes) et une succession de collaborations (séances de séminaire conjointes, projet de recherche collectif sur la ville intelligente) entre les membres des deux anciens axes. De ce constat découle l'idée de construire un nouveau collectif autour de thématiques partagées (l'action publique locale, les cadres au travail, le travail créatif, etc.) et dont l'ossature a été, à court terme, principalement constituée par un séminaire commun.

- Sur un plan scientifique, l'axe se caractérise par un tropisme disciplinaire – la sociologie – qui se retrouve dans la grande variété des objets étudiés par ses membres: travail, groupes professionnels, action publique, institutions, gouvernance, organisations, innovations techniques en sont quelques exemples. Le choix de l'acronyme reflète l'importance jouée par trois ancrages forts: la sociologie politique, la sociologie des organisations et la sociologie du travail. En outre, les chercheurs revendiquent d'accorder, dans leurs analyses, une attention particulière aux dispositifs sociotechniques (outils de gestion, objets numériques, infrastructures en réseau par exemple), s'inscrivant en cela dans une tradition déjà ancienne au LATTS.

Faits marquants 2019

- L'activité de l'axe pour l'année 2019 s'est articulée autour de la tenue d'un séminaire collectif réunissant une quinzaine de chercheurs. 4 séances ont été organisées autour de thématiques variées, qui reflètent la diversité des objets étudiés par les chercheurs. La première a été consacrée à la thèse de Marie Veltz, doctorante au LATTS qui étudie la manière dont les grandes institutions métropolitaines sont transformées voire déstabilisées par le développement des usages du numérique. Elle lui a permis de recueillir un ensemble de questions et de conseils, au moment où se finalise ce travail, mais aussi de le faire dialoguer avec d'autres recherches de l'axe qui portent plus spécifiquement sur les enjeux administratifs du développement (très en vogue) de la ville intelligente (cf. l'encadré « Zoom sur... »). Une deuxième séance a porté sur l'ouvrage publié récemment par Jérôme Denis (*Le travail invisible des données*, Paris, Presses des Mines, 2018). La discussion a non seulement restitué la manière originale qu'a l'auteur de croiser sociologie du travail et sociologie des sciences et techniques. Elle a aussi permis de comprendre la nature des controverses scientifiques qui se nouent avec certains travaux menés au sein de l'axe (ceux de Patrice Flichy notamment). Une troisième séance, consacrée au travail politique, a eu pour objectif de s'interroger sur les usages heuristiques de la sociologie du travail dans les études du politique. Cette question, qui prolonge quelques publications récentes (Didier Demazière, Patrick Le Lidec), a été débattue par Cesare Mattina, enseignant-chercheur à l'Université d'Aix-Marseille (LAMES-CNRS), qui est venu présenter ses travaux sur le clientélisme politique à Marseille (*Clientélismes urbains*, Paris, Presses de Science Po, 2016), et par Nicolas Maisetti, post-doctorant au LATTS, qui travaille lui aussi sur ces sujets, notamment à Marseille. Enfin, l'année s'est terminée par la présentation d'une recherche en cours au LATTS. Marie Bigorgne a présenté un projet de publication s'inscrivant dans le cadre de son travail doctoral, qui porte sur les politiques d'austérité budgétaire et leurs effets au sein des collectivités territoriales.

- Des éléments qui précèdent se dégagent deux caractéristiques saillantes du séminaire. Tout d'abord, un accord s'opère pour le concevoir comme un espace de socialisation et d'interconnaissance, un lieu pour se retrouver, pour échanger, pour faire connaître ses travaux, pour bénéficier des conseils et remarques bienveillantes des collègues. Les animateurs de l'axe ont veillé à équilibrer l'intérêt et la participation (active) des chercheurs expérimentés et des plus jeunes collègues (doctorants et post-doctorants). Autre caractéristique, le séminaire prend la forme d'un espace exploratoire permettant de présenter et de discuter des thématiques et des approches hybrides, soit par les objets ou familles d'objets retenus, soit par les approches disciplinaires. Le choix des séances traduit très concrètement cette volonté systématique de faciliter l'hybridation, forme de réponse fonctionnelle à la diversité au sein de l'axe: gouverner sous contraintes numériques, le travail sur les données, la politique comme travail, la gestion comme « bon gouvernement ».

Zoom sur...**« Villes intelligentes et administration municipale »****Un numéro spécial de la revue *Réseaux***

Les nouvelles technologies du numérique (GPS et smartphone notamment), l'internet des objets (avec la baisse du coût des capteurs), la massification des données et de leurs usages (traitement de bases de données en temps réel, analyse automatique des images, etc.) transforment la manière dont les villes sont gérées. L'expression « smart city », inventée et popularisée par une grande entreprise du secteur, condense un ensemble de vertus attendues de ces transformations : une plus grande efficacité de l'action publique et la résolution de divers problèmes techniques ; la création de nouveaux services et l'amélioration de la qualité de vie des citoyens ; un potentiel de développement économique et de création d'emplois.

Prenant leurs distances vis-à-vis de ces qualifications, plusieurs membres de l'axe ont enquêté sur les enjeux administratifs de ces politiques urbaines dites « intelligentes ». Dans la continuité de cette recherche, un dossier de la revue *Réseaux* a vu le jour en 2019 (n° 218). La perspective retenue pour ce numéro spécial a consisté à explorer une dimension méconnue de la ville intelligente, en pénétrant au sein de ses administrations et en suivant la manière dont les données associées aux technologies numériques sont travaillées et mobilisées par les acteurs qui les composent. Les articles réunis dans le dossier dressent un paysage complexe qui, loin d'accréditer la thèse d'un cyber-contrôle municipal (ou métropolitain), met plutôt en relief les inquiétudes des agents, la perte de contrôle des administrations locales et *in fine* s'interroge sur l'évolution de certains fondements politiques et sociaux de la démocratie locale. Réunissant 5 membres de l'axe, ce numéro spécial donne à voir l'aboutissement de collaborations engagées depuis plusieurs années. Il accrédite également, par l'exemple, l'intérêt scientifique qu'il y a à croiser, sur un même objet, des regards qui portent tout à la fois sur le gouvernement (local), l'organisation (administrative) et le travail (sur et avec les dispositifs numériques).

Axe Savoirs, cultures techniques, territoires (SCT)

Animateurs : Kostas Chatzis (CR IFSTTAR) et Nathalie Roseau (DR ENPC)

- L'axe SCT, resté inchangé dans la nouvelle organisation du LATTs, s'attache à la compréhension des cultures et trajectoires techniques au cours des trois derniers siècles, avec une focalisation particulière sur des objets qui constituent traditionnellement des terrains importants pour le laboratoire, tels que l'aménagement des villes et des territoires, les infrastructures et réseaux techniques ou les « hommes de l'art » et leurs communautés professionnelles.
- Pour ce faire, l'axe privilégie trois angles d'attaque. Le premier vise à éclairer les différentes mutations, voire les ruptures, que connaissent les sociétés contemporaines dans leur rapport aux techniques et à l'espace, par la mise en regard avec d'autres périodes antérieures de transformation accélérée (les première et seconde révolutions industrielles, l'après seconde guerre mondiale). Cette approche, qui mobilise la longue durée et établit des comparaisons dans le temps, a son pendant « spatial » par le parti pris systématique d'une mise en regard de

contextes nationaux différents et d'une perspective transnationale qui souligne l'importance des circulations de savoirs et de pratiques, d'hommes et d'objets, d'imaginaires et de représentations. Enfin, confrontant et combinant approches herméneutiques propres aux humanités et outillage intellectuel des sciences sociales, les membres de l'axe s'attachent à élucider par quelles voies la pensée « abstraite » (les savoirs, les représentations et les doctrines techniques, dans leur dimension culturelle et idéologique, voire utopique) concourt à la transformation du monde matériel, éclairant ainsi une dimension fondamentale mais insuffisamment étudiée des cultures techniques.

Faits marquants 2019

- L'axe SCT a œuvré à plusieurs publications avec, en premier lieu, l'aboutissement d'un numéro spécial de la revue *Flux* sur le thème général « Systèmes d'information et gestion de l'urbain (XVIII^e-XXI^e siècles) ». Ce dossier résulte d'une réflexion élaborée lors d'un colloque éponyme que l'axe a co-organisé en 2016 avec l'Institut des Sciences de la Communication (CNRS/Sorbonne Université). Soucieux de ne pas centrer exclusivement le regard sur les évolutions les plus récentes, les articles réunis dans ce numéro ont fait le pari de la longue durée en réexaminant, à travers une grande variété de systèmes d'information, de situations et de contextes, les rapports étroits que les villes ont développés depuis longtemps avec l'information.
- À cette entreprise éditoriale s'en ajoute une autre, inscrite dans le cadre de l'ANR Saint-Simonisme, à laquelle l'axe contribue. Cette recherche vise un travail d'analyse critique, d'histoire des idées et d'histoire de l'analyse économique centré sur les saint-simoniens et notamment les premières années du saint-simonisme (1825-1832), période de construction doctrinale qui a influencé une bonne partie du XIX^e siècle européen. Dans cette perspective, Kostas Chatzis, Nathalie Montel et Antoine Picon ont œuvré à la réédition critique de l'ouvrage *Vues politiques et pratiques sur les travaux publics de France* (Paris, Éverat, 1832), à paraître chez Classiques Garnier en 2021. Signé par quatre ingénieurs, cet ouvrage constitue un document de référence pour qui s'intéresse à l'aménagement du territoire et à l'industrialisation de la France de 1820 à 1840, aux mouvements intellectuels (et, en particulier, le saint-simonisme) et à la profession d'ingénieur durant cette période.
- Toujours soucieux de faire dialoguer l'histoire avec les questions contemporaines, l'axe a poursuivi les projets collectifs entrepris sur la longue durée de l'histoire des villes. Consacré à l'histoire du concept métropolitain de « Grand Paris » (XIX^e-XXI^e siècles), le projet « Inventer le Grand Paris », soutenu par le Labex Futurs Urbains et porté au sein du LATTs par Nathalie Roseau et le post-doctorant Alessandro Panzeri, s'est poursuivi et amplifié tout au long de l'année 2019 (cf. l'encadré « Zoom sur... »). Par ailleurs, Antoine Picon, Stève Bernardin et Marie Veltz ont poursuivi leurs travaux sur le thème de la ville intelligente, contribuant ainsi à l'un des projets structurants du LATTs. Kostas Chatzis a apporté lui aussi son concours à cette thématique via sa recherche sur les enquêtes de mobilité des ménages américains, lesquels font massivement appel aux smartphones et à des applications spécialement dédiées. Dans la suite des travaux menés sur l'histoire des mobilisations urbaines, Nathalie Montel a poursuivi ses recherches sur Paris et a co-organisé une journée d'études intitulée « Complaintes urbaines » (Paris, EHESS, 15 octobre 2019).
- Le séminaire de l'axe SCT s'est structuré en 2019 autour des invitations faites à deux collègues historiens nord-américains, Theodore Porter (UCLA, USA), historien des sciences dont les travaux ont notamment porté sur l'usage des statistiques, et Guillaume de Syon (Albright College, USA), qui ont séjourné au LATTs, respectivement un mois et un an, dans le cadre de leurs travaux de recherche. Trois séances dont une co-organisée avec l'axe RUE ont donné la parole à Guillaume de Syon autour de ses travaux sur l'histoire de la culture aérienne, dans un dialogue avec les chercheurs du laboratoire, notamment Stève Bernardin et Nathalie Roseau.

Zoom sur...**« Inventer le Grand Paris, Histoire croisée des métropoles »**

Co-animation scientifique: Nathalie Roseau (DR ENPC) et Frédéric Pousin (ENSA Paris Belleville)

Avec Alessandro Panzeri (Post-doctorant Labex Futurs Urbains)

Face au caractère fragmentaire des publications historiographiques sur le Grand Paris et au peu de considération accordée à l'histoire dans les projets métropolitains actuels, le projet de recherche *Inventer le Grand Paris* (IGP) vise à établir un inventaire et une revalorisation des grands plans d'aménagement et des études thématiques qui ont pu faire date, au XX^e siècle, dans l'appréhension du Grand Paris et des relations Paris-Banlieues. En revenant sur les moments cristallisés par les plans d'aménagement du XX^e siècle, ces travaux de recherche mettent en perspective la construction du Grand Paris comme concept métropolitain dans la longue durée, selon une perspective comparatiste internationale, afin de mieux comprendre la permanence et les évolutions de ses dynamiques territoriales sur le long terme. Au-delà des contextes historiques dans lesquels s'insèrent les différentes formes de planification territoriale, ces travaux interdisciplinaires ont l'ambition de poser dans des termes renouvelés la question de la planification comme pensée globale et cohérente, dont le besoin se fait à nouveau sentir au moment où les problématiques environnementales sont mises à l'agenda et alors que les projets d'aménagement semblent répondre à des logiques de plus en plus fragmentées.

Ouvert au printemps 2017, le site internet (<http://inventerlegrandparis.fr>) constitue le lieu de publication des travaux d'IGP: articles issus des colloques (une cinquantaine de contributions), hébergement des nouvelles recherches engagées et mise à disposition des corpus de recherche. Le séminaire bimensuel qui se tient depuis 2017 constitue la colonne vertébrale des travaux du programme, dont l'objectif est d'approfondir les questionnements scientifiques: de la perspective transnationale à l'épaisseur des plans, du Grand Paris à l'époque moderne à la question de la limite au XIX^e siècle, de la place du paysage à l'esthétique urbaine, de l'archive de la Zone aux stratégies de résistance au Grand Paris, des sociétés d'économie mixte aux grands équipements, de la notion de capitale à celle du Grand Paris contemporain. Parallèlement au séminaire, un chantier de recherche vise, sous la forme d'un atlas virtuel en ligne sur le site internet, à documenter les plans et les projets qui font figure de grands repères de l'histoire de l'aménagement de l'agglomération (Rapport Bonnier-Poëte, Plan Jaussely, Plan Prost, Padog, Sdaurp, Sdaurif, Sdrif, etc.).

Le projet IGP réunit un collectif d'enseignants-chercheurs issus des écoles d'architecture de Paris Belleville et Paris La Villette, de l'École des Ponts ParisTech, du CNRS, de l'EHESS et des Universités de Paris I, Paris-Est Créteil et Paris-Est Marne-La-Vallée. Épaulé par un conseil scientifique international composé de 26 membres issus de 5 pays différents, le projet bénéficie depuis sa naissance du soutien du Labex Futurs Urbains, à travers notamment la création en 2018 d'un groupe transversal *ad hoc*.

Axe Risques urbains et environnementaux (RUE)

Animateurs: Stève Bernardin (MCF UPEM) et Cassandre Rey-Thibault (doctorante)

- L'axe RUE, inchangé dans son périmètre, a poursuivi ses travaux en 2019, en renouvelant notamment ses thèmes d'études. Les premières années de fonctionnement du collectif avaient permis d'explorer la question de la spécificité des risques « urbains », en procédant à la relecture des « grands classiques » de la discipline. Une approche spatiale et sociale ainsi qu'une entrée par l'analyse des mondes techniques invitaient à interroger l'hétérogénéité apparente des pratiques et des logiques d'action pour saisir de possibles continuités et similarités dans la gestion des risques urbains, souvent traités de façon assez segmentée. Les travaux engagés par la suite ont conduit à poursuivre le décloisonnement des approches, en abordant des contextes et des situations de risque au-delà de leur seule gestion « urbaine » (risques toxicologiques et alimentaires, accidents du travail ou risques assurantiels).
- Ce renouvellement des objets de recherche a permis d'engager de nouveaux questionnements transversaux, à même d'éclairer sous un jour nouveau les travaux des membres de l'axe. Une thématique a ainsi pu émerger en 2019: les modalités et les processus de professionnalisation à l'œuvre chez les différents acteurs confrontés à la question des risques, urbains ou non, qu'ils soient chimistes, travailleurs du nucléaire, architectes, aménageurs ou encore urbanistes. Doivent-ils se construire une compétence unique, spécifique à ce champ d'action publique, ou bien cherchent-ils à se montrer en priorité experts de leur domaine initial? Cette spécialisation leur permet-elle de croiser ou de transférer les outils et pratiques de gestion des risques d'un secteur à un autre? Ne conduit-elle pas à cloisonner la gestion des risques, pour en faire une question de spécialistes avant tout, parfois éloignés de toute forme possible de débat public? Au-delà des espaces confinés de la science ou de l'expertise, quels « publics » (politiques ou sociaux) se constituent face une telle professionnalisation? Ces questions invitent à interroger sous un jour nouveau la notion même de risques « urbains ».

Faits marquants 2019

- Cinq séances de séminaire ont permis de réunir les membres de l'axe au cours de l'année 2018-2019, mais également d'échanger avec des chercheurs invités d'horizon variés. La présence de Theodore Porter (UCLA, États-Unis) comme chercheur invité au LATTTS a été saisie comme une opportunité pour amorcer la réflexion sur le travail (visible ou invisible) de classification et de constitution de bases de données permettant de définir et de mesurer ce qui relève du risque ou non (à partir d'une approche historiographique des questions de risques et d'assurances notamment). Ces échanges se sont poursuivis lors d'une journée d'étude intitulée « Aux frontières du risque: ajustements techniques et démarcations professionnelles ». Cette rencontre a fait intervenir 7 membres du laboratoire et 3 invités extérieurs. Elle a permis d'engager un dialogue interdisciplinaire sur le risque, mettant en lumière à la fois de fortes proximités et d'importantes différences dans les processus politiques et sociaux menant à distinguer ce qui relève ou non du risque. L'invitation de David Demortain (INRA, LISIS) a été par la suite l'occasion d'aborder le rôle des organisations internationales dans la construction et la diffusion de normes techniques de traitement et de gestion du risque, toujours dans une perspective essentiellement intersectorielle.

- Lors d'une deuxième journée d'étude, plusieurs membres de l'axe ont pu présenter leurs travaux sur la thématique « Sensibiliser, alerter, responsabiliser : la prévention et la gestion des risques entre logiques individuelles et collectives ». Cette entrée dans l'analyse a permis de centrer les débats sur certaines pratiques de gestion des risques impliquant des transactions, négociations, mises en discussion entre professionnels partageant ou non un même savoir-faire de définition et de traitement des risques. Cette journée d'étude a en outre été l'occasion de faire connaître la diversité des travaux de l'axe à des chercheurs de l'IFSTTAR, par ailleurs co-porteurs du projet UrbaRiskLab (URL) avec Valérie November. Le dernier séminaire de l'année universitaire a pris la forme d'une séance commune avec l'axe SCT du LATTs, autour de la sécurité des transports aériens (intervention de Guillaume de Syon, Albright College, États-Unis). La perspective adoptée se voulait à nouveau décalée du seul périmètre de l'urbain, pour questionner, en prenant le cas de l'aéronautique, l'hypothèse de processus potentiellement similaires de genèse de catégories politiques et sociales. La dernière séance du séminaire a été consacrée à un retour critique sur les perspectives urbaines et spatiales des risques, avec l'intervention de Detlef Müller-Mahn (Université de Bonn, Allemagne). 2019 a ainsi permis de renforcer l'ouverture internationale de l'axe et de croiser les études de pratiques spatialisées de gestion des risques et celles traitant plus spécifiquement des dynamiques professionnelles à l'œuvre dans ce domaine.

Zoom sur...

Un enseignement d'initiation à la « gestion de crise » des élèves-ingénieurs de l'École des Ponts ParisTech

Coordination pédagogique : Jonathan Fayeton (doctorant au LATTs)

Pour la deuxième année consécutive a été proposée une semaine d'ouverture à la gestion de crise aux étudiants de 2^{ème} année de l'École des Ponts ParisTech du département VET (Ville, Environnement, Transport).

La formation a mobilisé plusieurs chercheurs du laboratoire, ainsi que des professionnels de la gestion des risques et des crises.

Sans chercher à former des spécialistes, l'enjeu a été de sensibiliser et de faire découvrir aux élèves-ingénieurs les attentes, les pratiques, les enjeux et l'organisation d'un domaine auquel ils seront potentiellement confrontés, quelle que soit leur orientation professionnelle future, dans des secteurs d'emplois publics ou privés. La semaine a été également l'occasion de tester et de mettre en œuvre des méthodes pédagogiques actives. En plus des présentations traditionnelles de chercheurs, les étudiants ont été en effet amenés à réaliser eux-mêmes un exercice de sécurité civile simulant une situation de crise. Formant deux groupes distincts, ils ont dû explorer les deux facettes de l'exercice. Chaque groupe a créé d'abord de toute pièce un scénario de crise et a imaginé les détails et les éléments d'animation à faire intervenir. Ces deux exercices ont été ensuite « joués » l'un après l'autre, ce qui a placé les étudiants dans une double posture (animateurs et acteurs). À travers ce jeu de rôle, il s'est agi de se familiariser avec les difficultés liées au fonctionnement même d'une cellule de gestion de crise (« aveuglement », stress, pression médiatique, etc.).

Les deux premières années ont permis d'aborder des crises affectant l'Île-de-France en priorité (inondation majeure liée à la crue de la Seine, attaque terroriste, plan grand froid rendant indisponibles les aéroports, etc.). Le séminaire accompagnant cet exercice de « jeu de rôles » a été l'occasion, pour plusieurs chercheurs du LATTs, de crise : design-thinking (Servane Gueben-Venièrre), complexité du cadre institutionnel, réglementaire et administratif (Cassandra Rey-Thibault), etc. Ces travaux ont par la suite été croisés avec les pratiques

de professionnels mobilisés sur ces questions : Autorité de sûreté nucléaire, RATP, Visov, BSPP, Ville de Paris, Préfecture de Police de Paris, etc.

Ce dispositif pédagogique a présenté divers intérêts en termes d'enseignement comme de recherche : à la fois dynamique et interactif pour les étudiants, il a permis également aux chercheurs et aux professionnels de croiser leurs regards sur la thématique de la crise, et d'être interrogés sur l'articulation, la mise en œuvre et l'opérationnalité de leurs différents travaux. Il a invité par ailleurs les étudiants à adopter une perspective réflexive et critique sur les outils de gestion de crise, permettant *in fine* de leur montrer une forme d'utilité concrète des recherches les plus récentes initiées dans ce domaine.

RESPONSABILITÉS AU SEIN DES ÉTABLISSEMENTS DE TUTELLE

- Composé de chercheurs appartenant à trois tutelles différentes (CNRS, École des Ponts ParisTech, UPEM), le LATTTS contribue fortement à l'**animation de multiples instances**, à la fois nationales et locales, dans lesquelles ses membres exercent des responsabilités diverses (présidence, direction, responsable ou membre de conseil scientifique et pédagogique, membre élu). Son implication est particulièrement importante sur le site de Paris-Est.
- Au sein des **instances nationales** (CNRS et CNU), Jean-Michel Denis exerce la présidence de la section 19 du Conseil National des Universités et Olivier Coutard est président de la Conférence des Présidents de sections du Comité National (CPCN, mandat : 2016-2021) ainsi que de la section 39 (Espaces, territoires et sociétés) du CNRS. Il a été par ailleurs co-animateur de la Prospective nationale de la recherche urbaine (PNRU) du CNRS (2016-2019). Agathe Euzen est directrice adjointe scientifique à l'Institut écologie et environnement du CNRS et référente « Eau » pour cette même institution. François-Mathieu Poupeau est membre du groupe « Énergie et SHS » de l'Alliance Athena CNRS-CNU.
- Au sein de l'**Université Paris-Est**, Olivier Coutard a achevé son mandat de co-directeur du Labex Futurs Urbains (2016-2019), tandis que Jean-Pierre Lévy a été nommé membre du comité scientifique de l'European Urban Academy, projet développé dans le cadre de l'I-Site Future. Elsa Vivant exerce la fonction de directrice adjointe de l'École doctorale Ville, Transports et Territoires (ED VTT). Nathalie Roseau est membre du conseil de l'ED VTT et du conseil scientifique du Labex Futurs Urbains. Enfin, Martine Drozd, Sylvie Jaglin, Valérie November et Nathalie Roseau co-animent 4 des 14 groupes transversaux du Labex Futurs Urbains.
- Au sein de l'**Université Paris-Est Marne-la-Vallée** (UPEM), Jean-Michel Denis et Sylvie Jaglin exercent respectivement la présidence des commissions permanentes des sections 19 et 24. Sylvie Jaglin est également membre élue et vice-présidente de la commission recherche de l'UPEM. Jean-Pierre Lévy est membre du conseil d'administration de l'Université. En ce qui concerne les responsabilités pédagogiques, Hélène Ducourant est directrice adjointe de l'UFR SHS et Taoufik Souami est directeur de l'IFU et codirecteur de l'École d'Urbanisme de Paris (EUP). Sylvie Jaglin, Jean-Pierre Lévy et Yoan Miot sont tous trois membres du conseil de l'EUP. Pascal Ughetto est membre élu du conseil de l'UFR SHS, de la commission formation et vie universitaire du conseil académique, de la cellule de veille sociale, de la commission télétravail, de la commission paritaire d'établissement, et enfin animateur du groupe de travail sur la charge administrative des enseignants et enseignants-chercheurs.
- Au sein de l'**École des Ponts ParisTech**, Gilles Jeannot est président du département Sciences Humaines et Sociales. Nathalie Roseau est membre élue du Conseil d'administration et membre du conseil scientifique de l'Institut des Hautes Études en Aménagement et Développement des Territoires en Europe (IHEDATE).

PRIX ET DISTINCTIONS

- Sylvie Jaglin a été nommée officier de l'Ordre des Palmes Académiques.
- Antoine Picon a été invité à l'Académie Américaine de Rome en tant que James S. Ackerman resident scholar (2019-2020).
- Aude Danieli a remporté deux prix de thèse pour son travail doctoral sur la « mise en société » du compteur Linky : le prix de l'Université Paris-Est et le prix spécial du jury au prix de l'Université du Conseil départemental du Val-de-Marne.
- Félix Adisson a reçu le *Jim Lewis Prize* pour son article publié dans la revue *European Urban and Regional Studies*.

ACTIVITÉS DE RECHERCHE ET PRODUCTIONS SCIENTIFIQUES

Rapport d'activité 2019

OPÉRATIONS DE RECHERCHE

- En 2019, une **cinquantaine d'opérations de recherche** ont été menées au LATTs (pour une liste complète, voir les annexes). Elles révèlent une grande diversité de types de travaux, certains étant menés à titre individuel, d'autres ayant un caractère plus collectif, au sein du laboratoire ou, le plus souvent, en collaboration avec d'autres unités de recherche présentes sur le site de Paris-Est (ACP, Lab'Urba, LVMT, Navier, etc.) et, plus largement, dans les communautés scientifiques de référence pour les chercheurs. De même, les temporalités des projets sont variables, ainsi que les modes de financement, au regard des volumes engagés (un ERC d'un montant d'un million et demi d'euros côtoie plusieurs projets aux budgets plus modestes voire non financés) et des partenaires impliqués, publics ou privés (cf. partie « Éléments budgétaires et recherche partenariale »). Cette diversité dans les manières de faire de la recherche est une caractéristique importante de l'identité du laboratoire.
- **Trois opérations** pilotées par des collectifs de chercheurs du LATTs sont présentées ici plus en détail, en complément d'autres projets qui ont été évoqués précédemment (cf. partie « Axes de recherche »). Cette sélection, nécessairement très réduite, vise à illustrer la multiplicité des *disciplines* (aménagement, géographie, sociologie, sciences politiques dans les cas présentés), des *thématiques* (études urbaines, transitions énergétiques et numériques), des *types de projets* (financements publics ou privés), des *aires géographiques* (pays des Nords et des Suds) et des *postures de recherche* (recherches dites « critiques » ou de type « recherche-action ») qui cohabitent au sein du laboratoire. Elle est aussi l'occasion de montrer plus concrètement ce que nous avons présenté comme un fort « tropisme scientifique » du laboratoire : étudier des objets en les appréhendant notamment à partir des « mondes techniques » et suivant des perspectives et des ancrages disciplinaires multiples (cf. « Présentation du laboratoire »).

The Urban Revolution and the Political (urban-rev politics)

Chercheurs concernés :

Ozan Karaman (PI, LATTs), Martine Drozd (LATTs), Antoine Guironnet (LATTs), Ilknur Kursunlugil (LATTs), Mathilde Moaty (LATTs), Zhumin Xu (LATTs)

Financeur : Conseil Européen de la Recherche (ERC) Starting Grant

Durée : 2016-2021

Partenaires académiques en dehors du LATTs :

Chris King-chi Chan, Chinese University of Hong Kong,
João Sette Whitaker Ferreira, Universidade de São Paulo

- Depuis quelques années, les implications sociales et écologiques de l'urbanisation contemporaine font l'objet de nombreux débats. Des notions telles que « futurs urbains », « ère urbaine » sont fréquemment mentionnées, mettant en évidence la nature urbaine des défis écologiques et sociétaux auxquels nos sociétés sont confrontées.
- Le projet URBAN-REV POLITICS entend contribuer à ces discussions en étudiant les **implications politiques de la « révolution urbaine »**, notion proposée par le sociologue Henri Lefebvre en 1970. S'appuyant sur ses travaux, quelques chercheurs, tels que Neil Brenner et Christian Schmid, ont récemment discuté des dimensions territoriales et socio-spatiales de l'urbanisation planétaire, en abordant la nature de plus en plus inégale, complexe et polycentrique de ce phénomène. Mais ils ne traitent que partiellement de ses enjeux politiques. C'est précisément cette dimension essentielle que le projet vise à explorer, en répondant

notamment aux questions suivantes : existe-t-il une conception particulière des politiques urbaines correspondant à l'ère urbaine dans laquelle vivent nos sociétés ? Si oui, comment la caractériser ? Quelles sont les limites de la croissance économique basée sur la rente foncière ? L'investissement international dans l'immobilier profite-t-il aux villes et aux citoyens ?

- Pour répondre à ces interrogations et aux enjeux théoriques et politiques qu'elles soulèvent, ce projet de recherche se propose de **mieux comprendre les dynamiques de l'accumulation de capital** qui ont cours au XXI^e siècle, en étudiant la spéculation foncière urbaine, phénomène qui semble de plus en plus global. Cette mondialisation est facilitée par les sociétés immobilières transnationales et les investisseurs qui opèrent à l'échelle internationale, dont il est nécessaire de comprendre les stratégies d'action.
- Ce travail s'articule autour de trois axes complémentaires.
 - Le premier axe est la **mondialisation inégale des marchés immobiliers**. Il s'agit ici de retracer les interactions entre différents acteurs publics et privés influents (investisseurs, gestionnaires d'actifs, courtiers, promoteurs immobiliers, élus, etc.) pour comprendre les effets de leurs décisions et de leurs actions dans des localités spécifiques.
 - Le second axe concerne **l'exploitation de la rente foncière dans les espaces urbains**. La recherche vise à analyser de quelle façon une approche spéculative, informée par divers calculs de risque-rendement, affecte les espaces urbains et la répartition des gains du développement immobilier dans les secteurs public et privé.
 - Le troisième axe renvoie à la **manière dont ces interventions hautement spéculatives sont négociées et contestées**, à différentes échelles, dans les espaces urbains. Sont d'abord étudiées les formes de participation des citoyens aux processus officiels de prise de décision dans le cadre de la « révolution urbaine ». Sont également examinées les mobilisations, les occupations illégales (squats) et les révoltes qui visent à contester ces processus urbains.
- Le projet repose sur une **analyse comparée de plusieurs territoires**, qui s'appuie sur des ethnographies d'assemblages transnationaux. Il s'agit non seulement de comparer les configurations institutionnelles et les transformations spatiales de différentes régions urbaines, mais aussi de démontrer les liens (souvent indirects) entre ces espaces à travers les investissements monétaires, la circulation des standards et les réseaux des mouvements de lutte urbaine.
- La recherche repose sur la conduite d'études de cas dans quatre régions métropolitaines : **Hong Kong, Istanbul, Londres et São Paulo**. Ces cas ont été sélectionnés en raison, tout d'abord, de l'existence de processus relativement similaires à la fois de (re)développement urbain par le jeu des marchés immobiliers et de contestations par une variété de réseaux militants. De plus, ces quatre cas ont été récemment le théâtre de mobilisations de masse spontanées, ainsi que de mouvements populaires d'occupation.
- L'année 2019 a été consacrée à plusieurs types de travaux :
 - des observations et des entretiens réalisés lors du salon international de l'immobilier « MIPIM » (Marché international des professionnels de l'immobilier) auprès de représentants des délégations des villes, des sociétés immobilières et des investisseurs,
 - la collecte de dossiers de presse, rapports de recherche, brochures promotionnelles, publications institutionnelles liés à des projets de développement spécifiques à des localités, des entreprises ou des secteurs immobiliers,
 - l'analyse des rapports annuels de 2002 à 2017 des principaux consultants immobiliers internationaux, ainsi que la collecte de divers rapports de marché aux niveaux mondial et régional,

- une enquête exploratoire portant sur les contestations émergeant au sein et autour des institutions des Nations Unies (ONU), ainsi qu'une revue de la littérature et une revue de presse,
- des cas d'études à São Paulo (enquête de terrain), Londres (analyse préliminaire de données) et Istanbul (recherche documentaire).

Villes et transitions énergétiques (Vite!)

Chercheurs concernés (au LATTTS) :

Olivier Coutard (coordonnateur avec Caroline Gallez, LVMT), Meriam Bechir, Régis Briday, Jean-Pierre Lévy, Camille Mesnil, Julien Salingue

Financier : ANR (14-CE22-0013)

Durée : 2015-2019

- En Île-de-France - comme d'ailleurs au plan national - les évolutions observées en matière de transition énergétique ne sont pas à la hauteur des ambitions affichées. Si l'on compare les objectifs fixés par le SRCAE (2012) pour 2020 avec les résultats atteints en 2017, on constate ainsi un retard important sur deux des trois grands objectifs poursuivis (diminution de la consommation énergétique et développement des énergies renouvelables). Quant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), le bon résultat apparent s'explique principalement par les réductions réalisées dans le secteur industriel. Or, ceux-ci découlent largement des effets de la crise de 2008 et de la désindustrialisation tendancielle de la région francilienne, évolution dont les pouvoirs publics ne souhaiteront pas nécessairement la perpétuation. Au contraire, dans les secteurs des transports et du bâtiment, secteurs privilégiés des politiques publiques, la trajectoire des émissions de GES est beaucoup moins favorable. La capacité collective de la région à atteindre les objectifs affichés de transition énergétique est donc interrogée.
- Dans ce contexte, le projet VITE! vise à **explorer les conditions d'avènement d'un processus de transition énergétique à l'échelle de la région Île-de-France**. Le terme de transition énergétique y est entendu en tant que transformation du métabolisme énergétique régional allant dans le sens de la diminution globale des émissions de gaz à effets de serre du territoire. Pour mener à bien cette recherche exploratoire et prospective, l'approche adoptée a combiné enquêtes auprès des parties prenantes (notamment sur le territoire d'Est Ensemble) et modélisation / simulation des effets potentiels des actions existantes ou envisagées. Le projet a réuni une vingtaine de chercheurs de sept laboratoires membres du Labex Futurs urbains.
- La modification délibérée du métabolisme énergétique régional peut résulter de formes diverses d'action collective. Certaines relèvent du domaine de l'action publique au sens classique du terme, d'autres sont issues de stratégies d'entreprises, d'autres encore relèvent d'initiatives civiques individuelles ou associatives. Le projet s'est focalisé sur une **diversité de formes d'action collective locale** et a donc accordé une attention particulière à la **fonction de portage politique** et notamment à l'action des **acteurs politiques locaux** (compétences, capacités d'action, stratégie, actions conduites).
- Revendiquant une perspective d'analyse sociotechnique située, le projet a considéré trois registres principaux (et interdépendants) de changement : les changements infrastructurels et techniques (en incluant principalement dans le champ des infrastructures : l'énergie, les transports, les bâtiments et, de manière croissante, les infrastructures numériques), les changements dans l'organisation de l'espace (à différentes échelles : du quartier à l'organisation métropolitaine) et les changements des pratiques sociales.

- Sur cette base, la problématique, qui articule des dimensions de diagnostic et de prospective, s'énonce de la manière suivante : dans quelle mesure les formes d'action collective orientées vers la transition énergétique en région Île-de-France prennent-elles en compte les différentes dimensions de la transformation du métabolisme énergétique local ? Quelles sont les conditions de mise en œuvre, de déploiement à grande échelle et de pérennisation de ces actions orientées vers la transition ? Quelle est ou quelle pourrait être la capacité des pouvoirs publics à coordonner les différents registres de changement ?
- La recherche confirme d'abord que **la question énergétique peine à devenir un objet de politique publique à part entière**. Elle met en évidence, par exemple, la faible dynamique, faute de ressources financières et humaines des collectivités locales, des politiques locales de rénovation énergétique.
- Elle pointe ensuite, de manière générale, les **faibles compétences (réglementaires mais aussi techniques) des acteurs publics locaux en matière énergétique**, les rendant dès lors tributaires d'une expertise externe souvent peu imaginative et peu attentive aux spécificités du territoire concerné.
- De manière assez novatrice, la recherche souligne les **effets paradoxaux de la surenchère réglementaire** qui inhibe les acteurs et restreint leurs capacités d'innovation (faute de pouvoir capitaliser sur une réglementation particulière).
- Elle **interroge l'efficacité des mesures d'aménagement du territoire régional**, en montrant en particulier le peu d'effet, en matière d'émissions de GES, des mesures pourtant strictes de contrôle de l'urbanisation prévues dans le schéma directeur de la région Île-de-France (SDRIF).
- Elle met en évidence, enfin, les **difficultés des pouvoirs publics à appréhender les pratiques sociales** et *a fortiori* à les infléchir dans un sens moins intensif en énergie. Elle montre par exemple qu'une politique d'incitation au covoiturage, même très volontariste, n'induirait qu'une diminution négligeable du trafic automobile, sauf à prévoir des mesures nécessairement contraignantes pour éviter tout effet-rebond significatif.

Les conditions politiques et sociales du déploiement du véhicule autonome dans les villes

Chercheurs concernés :

Stève Bernardin (LATTS), Patrice Flichy (LATTS), Robin Foot (LATTS), Maxime Huré (MCF Université de Perpignan Via Domitia), Gilles Jeannot (LATTS), Alexandre Mathieu-Fritz (LATTS), Leny Patinaux (LATTS).

Financeur : Groupe Renault

Durée : Janvier 2018 à février 2019

- « Intelligent », « sûr », « efficace » et « moderne » : les qualificatifs sont bien souvent élogieux pour décrire le véhicule autonome, cette automobile du futur qui permettrait de transporter les usagers de manière automatique, sans conducteur ni chauffeur, d'un point A à un point B. L'épreuve du réel s'avère néanmoins cruelle, au-delà des discours commerciaux et des ambitions technologiques, lorsqu'il est question de passer de l'échelle de l'expérimentation à l'application concrète. Cette recherche a permis d'en débattre à travers quatre études portant sur des objets très divers permettant **de décaler le regard du cas spécifique du véhicule autonome**, testé notamment à Rouen et Saclay.
- L'analyse du déploiement des vélos en *free floating* à Paris, tout d'abord, a servi à illustrer les relations complexes pouvant se nouer entre choix technologiques et pouvoirs publics (Maxime Huré). Le cas de la billettique régionale « OURA ! » pour les bus et TER de Rhône-Alpes

a permis ensuite d'évoquer les difficultés liées à l'intégration d'un service de transport par un titre unifié sur un territoire donné, avant même la mise en service de véhicules autonomes (Leny Patinaux). L'échec du tramway à pneu a visé par ailleurs à relier les limites possibles de la technologie à des dimensions de ressources humaines encore largement sous-estimées (Robin Foot). Une enquête sur les repositionnements récents de l'administration américaine sur le véhicule autonome a enfin permis d'insister sur les tensions inhérentes à la production de standards techniques en situation de forte contrainte économique et sociale (Stève Bernardin).

- Des questions clefs se dessinent, au final, au regard des caractéristiques propres au développement du véhicule autonome en France. La **question des infrastructures**, par exemple, pose des difficultés particulières, alors même que les expérimentations menées à Rouen et Saclay incluent la possibilité d'enrichir les informations disponibles pour le véhicule en s'appuyant sur une infrastructure au sol, faite de repères ou de capteurs (de type *lidars*, pour la télédétection par laser). Les travaux du LATTS précités soulignent que les options techniques s'appuyant sur une importante infrastructure au sol induisent des relations particulières avec les collectivités locales. L'analyse de l'opposition entre Vélib et *free floating*, notamment, suggère que les formes de relations contractuelles entre acteurs publics et acteurs privés sont également dépendantes du type d'infrastructures utilisées.
- Dans les expériences menées à Rouen et Saclay, l'accès au véhicule autonome est pour l'heure possible gratuitement, par le biais d'une application smartphone dédiée. **L'intégration dans les offres billettiques locales** est toutefois prévue à terme, via des réseaux comme Astuce à Rouen. L'expérimentation OURA est, à ce titre, riche d'enseignements, notamment quant aux difficultés potentiellement rencontrées dans le déploiement partenarial de ces expériences. En premier lieu, la mise en avant de complications techniques ou juridiques peut traduire surtout la réticence de certains acteurs (SNCF ou Transports en Commun Lyonnais). En second lieu, les choix des responsables publics sont profondément déterminés par la nécessité de défendre les habitants de tout leur territoire. En troisième lieu, l'opposition entre les villes initialement porteuses du projet (Grenoble, Saint Etienne) et celles s'y étant ajoutées par la suite (Lyon) pose la question de l'intérêt à agir des agglomérations pour faciliter les innovations.
- La recherche souligne, en outre, l'importance d'une compréhension détaillée non seulement des **difficultés techniques rencontrées**, mais aussi des **phénomènes possibles de report des attentes des autorités régulatrices sur un opérateur humain**, comme dans le cas du tramway à pneu et des dispositifs de guidage « autonome » associés. Cela concerne directement le cas des agents qui, dans la phase d'expérimentation, sont présents dans le véhicule autonome et sont censés n'intervenir que pour des raisons de sécurité (« safety driver »), alors même que leurs actions peuvent en réalité s'étendre à des situations bien plus variées, nécessitant des manœuvres parfois complexes, sans pour autant renvoyer à un danger immédiat. Le mettre en lumière permet d'insister sur la dimension humaine de l'innovation technologique et de l'expérimentation menée *in situ*.
- Le miroir américain invite, quant à lui, à s'interroger sur l'option d'un développement technologique différent, sans infrastructure physique au sol. Il met néanmoins en exergue **des processus concurrentiels inattendus**, liés à des conditions règlementaires d'innovation très ouvertes dans certains comtés, menant à un véritable marché de l'expérimentation. L'enquête témoigne par ailleurs d'une **recomposition des relations entretenues par les industriels avec les associations de victimes d'accidents**, pour partie favorables au développement du véhicule autonome, ainsi que d'un **positionnement singulier des assureurs du secteur automobile**, amenés à se préparer à un changement potentiellement important de leurs pratiques. L'analyse invite en définitive à **tenir compte de configurations économiques et sociales distinctes** d'expérimentation et de normalisation des technologies nouvelles entre États-Unis et France.

PUBLICATIONS

→ La production scientifique du LATTs s'est maintenue en 2019 à un niveau important, avec **86 publications académiques** (ouvrages, articles dans des revues à comité de lecture, directions de dossiers ou d'ouvrages scientifiques), auxquelles se sont ajoutés une **quarantaine d'autres types de productions** (HDR et thèses, articles de vulgarisation, notes de lectures, etc.) (pour une liste exhaustive, cf. l'annexe « Publications »). Ce chiffre correspond aux niveaux atteints en 2015 et 2016, en sachant que les variations que l'on peut constater d'une année sur l'autre (cf. illustration n° 6) n'ont pas grande signification. En effet, les cycles de publications dépendent beaucoup des événements qui jalonnent l'avancement de la carrière des chercheurs, certaines phases étant plus propices que d'autres à la production académique car consacrées, par exemple, à la rédaction de mémoires de HDR ou au lancement de programmes de recherches d'ampleur, dont les résultats ne peuvent apparaître que quelques années plus tard. Il en est de même pour les travaux des doctorants. Par ailleurs, certains « pics » peuvent être conjoncturels, comme pour l'année 2017, qui a été marquée par la sortie d'un livre collectif purement « lattisien » comprenant une vingtaine de chapitres d'ouvrages de membres du laboratoire (K. Chatzis, G. Jeannot, V. November, P. Ughetto (dir.), *Les métamorphoses des infrastructures, entre béton et numérique*, Bruxelles, Peter Lang, 2017).

Illustration n° 6

Les publications académiques du LATTs (2015-2019)

| | OUVRAGES SCIENTIFIQUES | ACL | ACLN | DIRECTION DE NUMÉROS SPÉCIAUX DE REVUES | DIRECTION D'OUVRAGES SCIENTIFIQUES | CHAPITRES D'OUVRAGES SCIENTIFIQUES | TOTAL |
|-------|------------------------|-----|------|-----------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|-------|
| 2015 | 10 | 28 | 11 | 1 | 8 | 24 | 82 |
| 2016 | 12 | 31 | 16 | 2 | 2 | 24 | 87 |
| 2017 | 10 | 38 | 23 | 3 | 2 | 62 | 138 |
| 2018 | 6 | 48 | 17 | 4 | 5 | 32 | 112 |
| 2019 | 7 | 37 | 13 | 4 | 1 | 24 | 86 |
| TOTAL | 45 | 182 | 80 | 14 | 18 | 166 | 505 |

ACL : Articles parus dans des revues à comité de lecture référencées dans les bases de données internationales et/ou par l'HCÉRES.

ACLN : Articles parus dans des revues à comité de lecture non référencées dans les bases de données internationales et/ou par l'HCÉRES.

Deux traits saillants caractérisent la production collective du laboratoire en 2019.

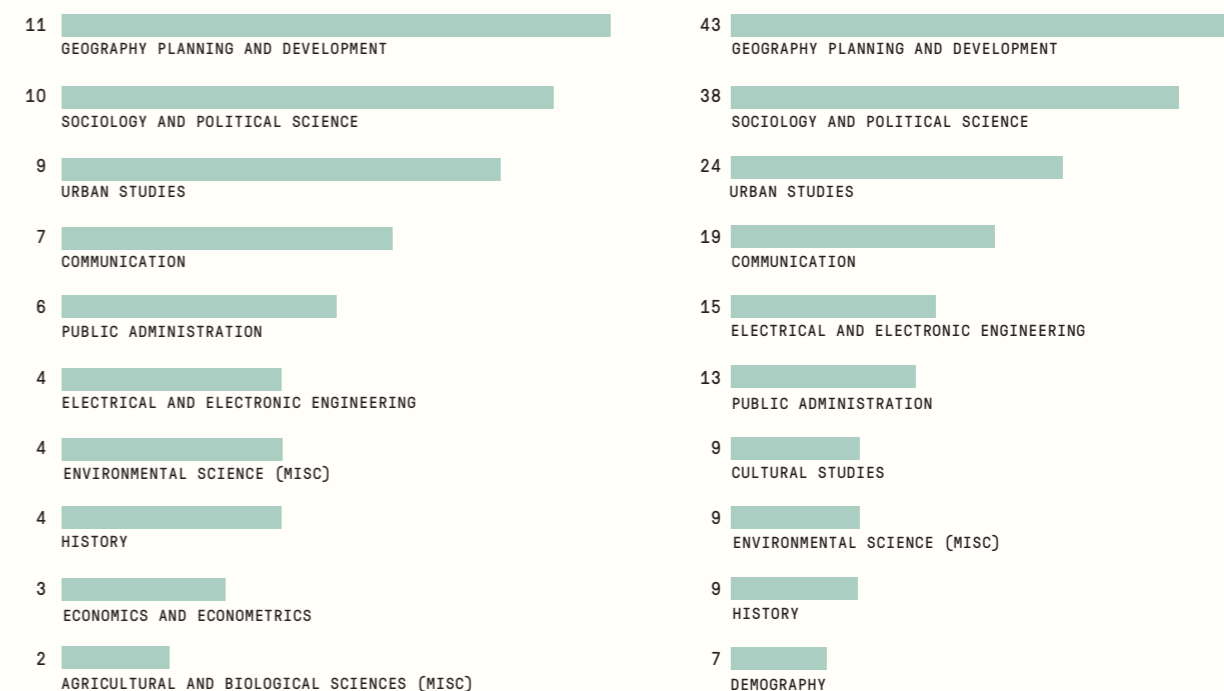
→ Les publications académiques montrent, tout d'abord, une **très forte interdisciplinarité**, visible à travers la diversité des revues ACL et ACLN dans lesquelles apparaissent les travaux des membres du LATTs. Selon leur profil, les chercheurs publient aussi bien dans des journaux connus des spécialistes de géographie ou d'études urbaines que dans des revues de sociologie et sciences politiques, l'histoire étant également présente, via notamment des articles portant sur les mondes et cultures techniques. Cette interdisciplinarité place le LATTs dans une position originale dans les champs scientifiques français et international, celle d'un laboratoire qui n'est pas réductible à une UMR de géographie et d'études urbaines, ses travaux émergeant dans des disciplines très diverses, comme le montre l'illustration n° 7. En 2019, les articles ACL et ACLN publiés en sociologie et en sciences politiques apparaissent en

effet dans des proportions identiques à ceux de géographie et d'aménagement. Les chiffres restent assez proches si l'on ajoute à chacune de ces catégories celles qui peuvent s'y rattacher (comme « communication et « public administration » pour sociologie et sciences politiques; « urban studies » pour géographie et aménagement). Ce constat vaut également pour une période plus large (2016-2019), qui montre une grande stabilité interdisciplinaire.

→ La production académique du LATTs est, ensuite, globalement **très tournée vers l'international**. Près de 50 % des ACL paraissent dans des revues anglo-saxonnes, souvent de rang A. Plus d'un tiers des chapitres d'ouvrages et des articles ACLN sont également publiés dans une langue autre que le français, en anglais la plupart du temps. Enfin, certains ouvrages paraissent ou sont traduits dans une langue étrangère (4 sur 8 en 2019). Pour maintenir cette ouverture internationale à un bon niveau, le laboratoire mène depuis quelques années une politique active de soutien à la traduction (cf. partie « Éléments budgétaires et recherche partenariale »). Comme l'a souligné le dernier rapport HCÉRES sur le LATTs (2018), le degré d'internationalisation des publications est cependant variable selon les disciplines. En tendance, les chercheurs en géographie et aménagement sont un peu plus tournés que leurs homologues sociologues et politistes vers des supports en langue anglaise, qui accueillent régulièrement des productions lattsiennes (Urban Studies ou Urban Geography en 2019). Les sociologues et les politistes publient quant à eux un peu plus en langue française, ce qui s'explique en grande partie par les spécificités des champs académiques dans lesquels ils s'inscrivent, beaucoup de débats scientifiques auxquels ils participent se développant dans des revues francophones.

Illustration n° 7

Le « top 10 » des sous-domaines / disciplines des articles ACL et ACLN du LATTs en 2019 (à gauche) et en 2016-2019 (à droite)



Données fournies par le Pôle IST de l'École des Ponts ParisTech à partir des articles ACL et ACLN répertoriés pour le LATTs. Le classement a été effectué à partir de la base ASJC, qui permet de lier une revue à un ou plusieurs sous-domaines / disciplines. Il est donc logique que le nombre de références soit supérieur à celui des articles produits (même si certains d'entre eux, publiés dans des revues non répertoriées par la base ASJC, n'ont pu être intégrés). Sur la période 2016-2019, 144 références sur 264 en tout sont ainsi prises en compte, contre 35 sur 55 pour la seule année 2019.

HABILITATIONS À DIRIGER DES RECHERCHES

En 2019,

3 habilitations à diriger des recherches

ont été soutenues, toutes dans le domaine des études urbaines.

Elles portent à

17 le nombre total de chercheurs titulaires d'une HDR.

NATHALIE ROSEAU

Temps et infrastructure, Essai sur l'urbanisme des métropoles

Habilitation à Diriger des Recherches soutenue le 24 juin 2019, Université Paris-Est, École des Ponts ParisTech.

- Le dossier d'habilitation est constitué de trois volumes : une égohistoire qui met en perspective le parcours scientifique du chercheur ; un volume composé de ses publications significatives ; un manuscrit original qui porte sur les temporalités de l'infrastructure métropolitaine. En éclairant les causalités selon lesquelles celles-ci se construisent et se développent dans leur milieu urbain, cette recherche fait l'hypothèse que le prisme des infrastructures offre la possibilité de rendre intelligibles les temporalités des villes, leurs représentations et leurs pratiques. Objet pratique destiné à satisfaire les besoins urbains, l'infrastructure est un sujet à part entière doté d'une capacité propre d'émancipation qui agit sur l'espace, « variable explicative et expliquée » de la ville en devenir pour reprendre les mots de Bernard Lepetit. Futurismes et obsolescences, désynchronisations et discordances, latences et accélérations, dépassements et décrochages : souvent problématique, l'infrastructure figure une promesse, renouvelée pour enclencher le futur des villes ou réhabilitée pour renouer avec leur passé. La recherche s'articule autour de trois narrations qui nous emmènent successivement à New York, Paris et Hong Kong. En revenant sur les trajectoires du parkway new-yorkais de 1870 jusqu'à nos jours, l'héritage du Grand Paris des « Trente Glorieuses » et le déploiement de l'infrastructure aérienne de l'archipel hongkongais depuis les années 1990, elles envisagent l'infrastructure dans une perspective située et transnationale. À travers l'étude de ces objets de grande échelle, cette recherche propose une réflexion sur l'urbanisme contemporain.

JONATHAN RUTHERFORD

Redeploying Urban Infrastructure: The Politics of Urban Socio-Technical Futures

Habilitation à Diriger des Recherches soutenue le 24 juin 2019, Université Paris-Est, École des Ponts ParisTech.

- Le manuscrit explore les futurs urbains en devenir, à travers le prisme des infrastructures urbaines. Il analyse la manière dont les arrangements sociotechniques pour la fourniture de l'énergie et de l'eau se refont dans le cadre des efforts continus visant à réaliser une transformation « durable » des villes. Il examine de manière critique l'importance des infrastructures, en analysant les capacités et les enchevêtrements dynamiques d'acteurs variés avec ces systèmes, les divers moyens qu'ils utilisent pour envisager, mettre en œuvre et contester les changements, ainsi que les implications sociales et politiques des transitions infrastructurelles émergentes. S'appuyant sur des recherches originales sur les débats et projets autour d'infrastructures urbaines à Stockholm et à Paris, il élabore un cadre conceptuel pour étudier et reconnaître le rôle actif et vital des infrastructures dans la constitution d'une politique matérielle de la transformation urbaine.

ELSA VIVANT

Urbanisme et création

Habilitation à Diriger des Recherches soutenue le 3 juillet 2019, Université Paris-Est.

- Le dossier est composé de quatre volumes. Le premier restitue les activités de recherche et d'enseignement. Le quatrième réunit un ensemble de publications significatives. Dans le deuxième volume, Elsa Vivant expose l'évolution de ses perspectives de recherche, de la ville créative à la recherche-création en urbanisme, à travers l'exploration de quatre lieux-métaphores (la galerie d'art, l'atelier, la bibliothèque et le laboratoire), pensés comme des invitations à circuler entre les mondes de l'art et de l'urbanisme pour enrichir la compréhension des transformations urbaines et des pratiques urbanistiques et de recherche. La galerie d'art est le lieu-métaphore des formes d'instrumentalisation de la culture et de ses lieux dans les politiques urbaines et permet d'en identifier certaines contradictions. L'atelier est celui du travail, de ses transformations et de collaborations nouvelles entre des professionnels de la création et de l'urbanisme. La bibliothèque est l'espace où repose la question des formes de représentation (dont l'écriture) et du rapport entre l'urbanisme, activité projectuelle, et la fiction. Entrer dans le laboratoire est une invitation à de nouvelles expériences, articulant renouvellement des formes d'écriture de la recherche et pratiques contemporaines de la recherche en art. Il est le lieu-métaphore où s'est élaboré le troisième volume de cette habilitation, un essai de recherche-création. Son titre, *La Division du travail*, renvoie à la complexité de ce que l'on appelle désormais la fabrique urbaine. La métaphore du travail à la chaîne exprime la dilution du sens et des responsabilités dans des projets au montage et à la gouvernance complexes, ainsi que le poids des contradictions et des conflits éthiques que traversent les cadres intermédiaires dont la position dans le champ et dans la chaîne ne leur offre que peu de prises sur les décisions qu'ils mettent en œuvre. Le texte prend la forme d'un récit mobilisant la documentation de l'enquête et assumant la subjectivité des enquêtés et de l'enquêteur par le recours à la fiction. Il est composé d'un montage de fragments et de formes dont la diversité traduit la fragmentation de l'activité en urbanisme et la pluralité des points de vue. Leur multiplication et leur composition ouvrent les possibilités d'interprétation. Un récit parallèle, le journal d'enquête, met en abyme les situations observées dans le monde de l'urbanisme avec celles du monde de la recherche, où des contraintes similaires pèsent sur le travail et génèrent un même sentiment d'impuissance face aux changements institutionnels. Il relie les fragments et produit du sens pour le lecteur qui suit le récit d'une démarche de recherche, ses doutes, ses questionnements, ses découvertes.

L'année 2019 a également vu

trois thèses soutenues,

deux en aménagement et urbanisme (ED VTT), une en sociologie (ED OMI).

STÉPHANE DEGOUTIN

« Société-nuage »

Thèse soutenue le 8 janvier 2019, Université Paris-Est,

École doctorale Ville, Transports et Territoires.

Sous la direction d'Antoine Picon.

- La thèse se présente comme un livre. Celui-ci se déroule comme une peinture de paysage chinois que le regard parcourt lentement. L'auteur utilise cette forme car il décrit un panorama. Il n'est pas fait de montagnes dans la brume ou de buissons balayés par le vent, mais de centres de traitement de données, d'entrepôts de livraison, de flux de réseaux sociaux...
- Stéphane Degoutin émet l'hypothèse qu'Internet s'inscrit dans un mouvement général de réduction de la société à des composants de petite échelle, ce qui permet une fluidification de ses mécanismes. Une idée de chimiste – la décomposition en poudre de la matière, avant de procéder à sa recombinaison – est également appliquée aux relations sociales, à la mémoire, à l'humain en général.
- Tout comme la réduction en poudre de la matière permet d'accélérer les réactions chimiques, la réduction en poudre de la société permet une décomposition et une recombinaison accélérée de la matière dont est fait l'humain. Elle permet de multiplier les réactions au sein de la société, les productions de l'humanité, la chimie sociale : combinatoire des passions (Charles Fourier), hyperfragmentation du travail (Mechanical Turk), décomposition du savoir (Paul Otlet), Internet des neurones (Michael Chorost), société par agrégation des affects (Facebook). C'est ce que l'auteur appelle la « société-nuage ».

LISE DESVALLÉES

Problématisation, politisation et résorption des vulnérabilités énergétiques :

entre droit à l'énergie et contrôle des pratiques des pauvres à Porto et Barcelone.

Thèse soutenue le 3 juillet 2019, Université Paris-Est,

École doctorale Ville, Transports et Territoires.

Sous la direction d'Olivier Coutard et de Jonathan Rutherford.

- 50 millions d'Européens rencontrent des difficultés financières pour se chauffer, cuisiner ou éclairer leur logement. Les ménages qui se privent de ces services faute de revenus suffisants ou qui consacrent une part importante de leurs budgets à ce poste de dépense sont en situation de vulnérabilité énergétique. La législation européenne requiert des États-membres qu'ils établissent des politiques de mesure et de résorption du problème. Cet objectif est complexe parce que la vulnérabilité énergétique est au croisement d'un ensemble de facteurs saisis par des politiques sectorielles distinctes : le prix de l'énergie, l'efficacité énergétique des logements, les aides sociales.
- Cette thèse pose la question des conditions d'émergence du problème des vulnérabilités énergétiques dans les agendas publics nationaux et locaux en mobilisant une approche d'Urban political ecology. L'enquête comparative est menée dans deux villes (Porto et Barcelone) où l'enjeu est important et traité de manières distinctes. L'analyse propose d'étudier les facteurs qui se combinent pour créer des situations de vulnérabilité et les faire émerger comme un problème public. Elle s'intéresse à la fois aux législations, aux innovations locales et au traitement médiatique du problème. Lise Desvallées confronte ces formes d'action collective

avec une étude des conditions concrètes de vulnérabilité énergétique vécues par des ménages précaires accompagnés par l'assistance sociale et par des associations caritatives.

- Le principal résultat de la thèse est que les situations de vulnérabilités énergétiques sont politisées, ce qui implique à la fois de nouveaux acteurs et des acteurs traditionnels de la gouvernance de l'énergie et se traduit par deux types de réponses. La thèse montre aussi comment la militance de collectifs associatifs fait émerger un droit à l'énergie qui n'est pas inscrit dans la législation nationale et qui, sous la pression de nouveaux mouvements sociaux, devient un impératif pour les collectivités locales. Elle montre enfin la diffusion d'un modèle d'intervention auprès de ménages qui vise à réduire les consommations pour diminuer le montant des factures et limiter le nombre d'impayés d'énergie. Ce modèle expérimental et peu onéreux rencontre les intérêts d'organisations issues de la société civile, de collectivités locales, de fournisseurs d'énergie, même s'il représente pour les ménages vulnérables une prolongation de leurs efforts de réduction de leurs factures d'énergie.

VANESSA DILARA TRUPIA

Une ethnographie de l'innovation ouverte : le cas de « La Cantine Numérique ».

Thèse soutenue le 9 mai 2019, Université Paris-Est,

École doctorale Organisation, Marchés, Institutions.

Sous la direction de Patrice Flichy.

- *Innover l'innovation*. Telle est l'idée de l'innovation ouverte qui, dès sa formalisation dans les sciences de gestion, est déclarée comme le « nouvel impératif pour créer et profiter des technologies ». Présentée comme un nouveau paradigme de gestion, cette notion recouvre cependant des définitions et des réalités fort variées selon les acteurs qui sont de plus en plus nombreux à rechercher ses modes d'organisation. La thèse porte précisément sur cette recherche de nouveaux modèles qui ne sont construits ni au sein des entreprises ni seulement par des collectifs d'innovation, mais à travers des lieux et des dispositifs de coopération en présentiel qui émergent dans les mondes numériques pour agir dans l'entre-deux, comme des espaces tiers. Elle entend montrer que cette recherche permanente, loin d'être aléatoire, est organisée au-delà d'un assemblage d'outils de gestion par des modes d'action et de représentation qui se constituent au sein de ces lieux, de manière située, sous forme de nouvelles conventions pratiques et relationnelles du travail coopératif.
- Dans une démarche empirique, la thèse propose une immersion ethnographique dans l'expérience de « La Cantine », le premier espace de coworking qui se constitue comme le haut lieu de l'innovation numérique à Paris, géré par une association d'entreprises, Silicon Sentier. Initiée en 2010 comme une participation observante, l'enquête est conduite entre les années 2011 et 2014 sur trois fronts : le lieu, les dispositifs d'innovation ouverte et le travail d'intermédiation mené à la frontière de mondes hétérogènes. Plutôt que de considérer l'innovation ouverte comme une donnée d'entrée, la description permet de suivre la manière dont une conception particulière émerge dans la trajectoire d'institutionnalisation du lieu (partie 1), à travers sa dimension matérielle et ses modes de cadrage hybrides (partie 2), ainsi que dans le travail d'intermédiation réalisé par ses permanents (partie 3). La thèse mobilise une pluralité de cadres théoriques pour analyser chacun de ces aspects : une approche écologique des mondes sociaux, une approche situationniste des cadres et des cadrages et, enfin, une approche interactionniste du travail de coopération. En articulant ces approches, elle propose enfin une étude conclusive qui permet d'élargir la portée de la réflexion construite au sein de « La Cantine » au-delà de celle-ci, lorsque des dispositifs d'innovation ouverte se diffusent dans le monde des organisations. Cet élargissement permet de caractériser ces « dispositifs-frontières » par un mouvement permanent de cadrage et de débordement, de structure commune et de flexibilité interprétative et organisationnelle, de formalisation et de déstabilisation à travers lequel les principes de coopération provenant des mondes numériques sont non seulement traduits dans l'ordre des interactions, mais aussi institutionnalisés dans des mondes de plus en plus éloignés.

ANIMATION DE LA RECHERCHE

ACTIVITÉS ÉDITORIALES

- Le LATTS déploie une activité d'éditeur scientifique à travers **deux revues académiques** auxquelles contribuent des chercheurs du Laboratoire : **Flux**, dont Olivier Coutard est corédacteur en chef, et **Réseaux**, dirigée par Patrice Flichy. Ces deux revues contribuent à asseoir la visibilité du laboratoire dans le paysage des sciences humaines et sociales sur deux de ses champs scientifiques dominants : les réseaux territoriaux et les technologies d'information et de communication. Plusieurs membres du LATTS participent à leur fonctionnement : Kostas Chatzis, Sylvvy Jaglin et Jonathan Rutherford (comité de rédaction de *Flux*) et Alexandre Mathieu-Fritz et Stève Bernardin (comité de rédaction et, pour le second, co-responsable des notes de lecture de *Réseaux*).
- L'activité d'édition du LATTS autour de ces deux revues s'est élargie depuis quelques années, à travers la publication de la collection des **Working papers du LATTS** (coordonnée par François-Mathieu Poupeau et Elsa Vivant) dont 17 opus sont en ligne fin 2019. Lancée en 2013, cette collection, soumise à un processus de validation interne, a vocation à diffuser les travaux des chercheurs du laboratoire dans un format plus libre que celui des supports usuels de publication.
- L'activité éditoriale du Laboratoire s'appuie sur les compétences d'Aurélie Bur, chargée d'édition au sein du LATTS, qui assure la responsabilité éditoriale des revues *Flux* et *Réseaux* et de la collection des *Working papers du LATTS*.
- Outre les deux revues du laboratoire citées, le LATTS est engagé dans la **rédaction en chef de deux revues de recherche urbaine** : l'*International Journal of Urban and Regional Research* (Mustafa Dikeç, éditeur) et la revue *Métropoles* (Félix Adisson et Antoine Guironnet, responsables de la rubrique des recensions). Les chercheurs du LATTS sont par ailleurs impliqués comme membres des comités scientifiques et éditoriaux de nombreuses revues, nationales et internationales, témoignant du large panel thématique et disciplinaire des champs de recherche et de publication du laboratoire. Au titre des domaines principaux, mentionnons :

Environnement:

Développement durable et territoires; Risques urbains

Géographie:

L'espace géographique; Les annales de géographie; Mappemonde;

Territoire en mouvement

Histoire (sociale, réseaux, techniques): *Genèses; Journal of transport history;*

Artefact

Paysage et architecture:

Cahiers de la recherche architecturale et urbaine; City, Territory and Architecture;

Les carnets du paysage; Le Visiteur; New Geographies

Réseaux et mobilités:

Journal of transport history; Journal of urban technology; Transports urbains;

The journal of Mega Infrastructure projects and sustainable development

Recherche urbaine:

International Journal of Urban and Regional Research; Environnement

and planning C; Journal of Urban sustainable development; Jaddaliyya;

Urban research and practice; Annales de la recherche urbaine; Métropoles;

Métropolitiques

Sciences politiques:

*Politiques et management public; Public administration research;
Revue française d'administration publique*

Travail et activité:

*Activités; Éducation permanente; Relations industrielles; Revue française
de socioéconomie; Nouvelle revue du travail*

- Enfin, les chercheurs du LATTTS sont régulièrement sollicités comme **referees** par diverses revues dont, en 2019: *Cybergeo; Energy building review; Energy policy; Environment and planning A; Geocarrefour; Géographie et culture; Gouvernement et action publique; Justice spatiale; L'Espace géographique; Nouvelle revue du travail; Political geography; Progress in planning; Regional Studies; Revue française d'administration publique; Revue française des affaires sociales; Revue internationale des sciences administratives; Revue internationale d'urbanisme; Sciences sociales et santé; Sociologies pratiques; Territory, Politics, Governance; Urban géography; Urban studies.*

ORGANISATION DE MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES

L'année 2019 s'est traduite par plusieurs événements scientifiques marquant des jalons dans les programmes menés par des chercheurs du LATTTS.

- **Sur le site de Paris-Est**, citons le **colloque UrbaRiskLab** co-organisé par Valérie November sur les risques et crises en milieu urbain. Mentionnons également le séminaire international final du **projet Metropol** qui a marqué le lancement du réseau sur les firmes et la gouvernance urbaine (codirigé par Christian Lefèvre et associant le Hunter College, la Bartlett School, les universités Bocconi à Milan et Sapienza à Rome). Le **projet ANR VITE!** copiloté par Olivier Coutard (LATTTS) et Caroline Gallez (LVMT) a tenu un séminaire conclusif en Avignon, en septembre 2019, afin de préparer la publication d'un ouvrage collectif. D'autres événements ont été organisés dans le cadre des travaux du Labex Futurs Urbains, tels que le **cycle de séminaires « Hybridations électriques et urbanisation diffuse »** (Sylvy Jaglin, Marika Rupeka, groupe Ville et Énergie), le **séminaire « Le Grand Paris contemporain »** (Nathalie Roseau, Alessandro Panzeri, groupe Inventer le Grand Paris) et la **chaire « Aménager le Grand Paris »** de l'École d'Urbanisme de Paris (cycle de conférences-débats sur « Commerce et logistique urbaine dans l'aménagement », journée d'études sur « Les appels à projets urbains innovants » organisés notamment par Taoufik Souami).
- Au titre des **colloques et journées d'études organisés hors Paris-Est**, nous pouvons mentionner les événements suivants : « Métropoles en question. Lorsque les dynamiques de croissance cohabitent avec les processus de crise » (Yoan Miot, avec le CIREC au Centre des archives du monde du travail à Roubaix), « Les collectivités territoriales et le financement de la transition énergétique » (François-Mathieu Poupeau, en collaboration avec Carine Staropoli, Université Paris I, et Benoît Boutaud, Eifer, Karlsruhe, dans le cadre du GIS GRALE), « Smart Grids, Smart Cities » (Jonathan Rutherford, Groupe de travail européen, financement ARL-Allemagne) ou « Espaces et temps de l'activité à l'ère de la digitalisation » (Pascal Ughetto, revue *Activités*).
- Enfin, les chercheurs du LATTTS ont contribué à l'organisation de sessions thématiques dans des **congrès disciplinaires**. Citons ainsi, au **congrès de l'Association française de sciences politiques** (Bordeaux, juillet 2019), l'organisation de deux sessions par Ludovic Halbert (« Contester les métropoles ») et Nicolas Maisetti (« L'austérité en débats »), manifestation auquel plusieurs membres du LATTTS ont par ailleurs participé. Sylvy Jaglin a, quant à elle, co-organisé avec Éric Verdeil (Sciences Po Paris) un panel au **congrès de la Royal Geographical Society** (Londres) intitulé "Hybrid electrical configurations: from heterogeneity to new conceptualization of energy transition in Southern countries?". Enfin, Jose Ignacio Vila Vasquez a organisé une session ("A critical perspective on place-based spatial development strategies in both rural and urban areas") lors du **7^{ème} congrès de l'Association of Geographical Societies in Europe** (Galway, Irlande).

PARTICIPATION À DES COMITÉS ET RÉSEAUX SCIENTIFIQUES

- Du fait de leurs champs de recherche et de leur reconnaissance, les membres du LATTS sont invités à contribuer à des **conseils d'institutions scientifiques**, comme le Museum National d'Histoire Naturelle (Agathe Euzen), l'Académie Internationale d'Histoire des Sciences (Kostas Chatzis), la Société Française de Télémédecine (Alexandre Mathieu-Fritz) ou l'Alliance Athena (François-Mathieu Poupeau).
- L'insertion des chercheurs du LATTS dans la communauté scientifique se traduit par leur participation à de **nombreux réseaux thématiques nationaux et internationaux**. Citons à titre d'exemple :

Sociologie : Association Française de Sociologie (Félix Adisson, Jean-Michel Denis, Alexandre Mathieu-Fritz), International Sociology Association (Félix Adisson, Alexandre Mathieu-Fritz), Association internationale des sociologues de langue française (Jean-Michel Denis, Alexandre Mathieu-Fritz).

Histoire des sciences et des techniques : Science and Democracy Network, Harvard University (Stève Bernardin), International Network for Engineering Studies (Kostas Chatzis), International Academy of the History of Science (Kostas Chatzis).

Sciences de l'environnement : Alliance nationale de la recherche pour l'environnement (Agathe Euzen).

Sciences politiques et droit : Association française d'économie politique (Hélène Ducourant), Groupement de recherches sur l'administration locale en Europe (F.-M. Poupeau).

Urban planning : African Urban Planning Research Network (Sylvy Jaglin), Network-Association of European Researchers on Urbanisation in the South (Sylvy Jaglin), European Urban Research Association (Christian Lefèvre).

Travail et organisation : European Group for Organization Studies (Pascal Ughetto).

FORMATION PAR LA RECHERCHE ET RESPONSABILITÉS DE FORMATIONS

RESPONSABILITÉS DE FORMATIONS (LICENCES, MASTERS, UFR)

- Au sein du LATTs, enseignement et recherche s'articulent et se nourrissent mutuellement. Le profil d'enseignant-chercheur n'y est pas l'apanage des seuls universitaires car **tous les chercheurs du laboratoire assurent des tâches d'enseignement** à différents niveaux des cursus de formation, à l'image des personnels de l'École des Ponts ParisTech et du CNRS.
- Parallèlement à leurs activités de recherche et d'enseignement, les membres du LATTs assument également **diverses responsabilités de formation**. Il en va ainsi des enseignants-chercheurs qui sont en charge de cursus de licence et de master, voire d'unités de formation et de recherche (UFR) à l'**Université Paris-Est Marne-la-Vallée**. Mais c'est également le cas d'autres membres du laboratoire qui sont responsables de formations ou de départements (SHS) **au sein de l'École des Ponts ParisTech**. Ils y dirigent des modules d'enseignement et participent au suivi de projets de fin d'études au sein des départements Ville Environnement Transport (VET) et Sciences Humaines et Sociales (SHS), ainsi que dans des formations de Masters (Transition énergétique et territoires, Transport et développement durable) et Mastères spécialisés (Aménagement et Maîtrise d'Ouvrage Urbaine, Politiques et Actions Publiques pour le Développement Durable, Action Publique Avancée Maroc). Du côté de l'université, les enseignants-chercheurs assurent leurs enseignements et leurs responsabilités de formation au sein de l'**École d'urbanisme de Paris** (en M1 et en M2) et de l'**UFR SHS** (licence, Masters 1 et 2, direction d'UFR). Sylvvy Jaglin est responsable du parcours de M2 « Urbanisme et expertise internationale – Option Urbanisme et Villes des Suds » de l'École d'urbanisme de Paris (EUP). Pascal Ughetto est co-responsable du Master « Conduite du changement et sociologie des ressources humaines » (MACOR). Jean-Michel Denis est directeur du Master de Sciences Sociales (mention). Taoufik Souami est directeur de l'IFU et co-directeur de l'EUP.
- Si l'ensemble des tâches liées aux responsabilités de formation est devenu au fil du temps de plus en plus chronophage et témoigne d'un **engagement toujours soutenu auprès des étudiants**, leur prise en charge permet aux chercheurs du LATTs de développer des compétences en matière d'organisation des formations et de pédagogie. Celles-ci s'avèrent très utiles lors de l'encadrement des doctorants, mais aussi, plus en amont, dans le repérage et l'accompagnement d'étudiants susceptibles de s'orienter vers la thèse.

- Les membres du LATTs sont **pleinement investis au sein des Écoles doctorales**, qui constituent des instances scientifiques stratégiques du monde académique. Plusieurs chercheurs du laboratoire ont assuré la direction ou ont participé au fonctionnement (en tant que membre du conseil) des **deux Écoles doctorales, VTT et OMI**, auxquelles est rattaché le LATTs. Selon un mode de fonctionnement collégial, celles-ci assurent le suivi des doctorants, depuis l'attribution des bourses doctorales et le recrutement, jusqu'à la mise en place des Comités de suivi individuel (CSI) qui jalonnent le parcours des doctorants. Les chercheurs du LATTs participent activement à ces comités chaque année.
- En parallèle de ce travail mené au sein des Écoles doctorales, le **parcours doctoral** fait l'objet d'une attention soutenue au sein du LATTs et d'un engagement collectif pour favoriser le suivi régulier des thèses, la socialisation académique et la professionnalisation. Confiée à un chercheur, cette responsabilité a été assurée en 2019 par Ludovic Halbert, auquel a succédé Jean-Michel Denis, le suivi administratif étant assuré par Nathalie Peroumal. Parallèlement à l'insertion des doctorants au sein des axes de recherche du laboratoire et à la relation privilégiée nouée avec le directeur de thèse, trois lieux spécifiques structurent ce parcours au sein du LATTs.
- Initié par Gilles Jeannot en 2013 et co-animé avec le responsable du parcours doctoral, un **séminaire de lecture** réunit chaque année les doctorants autour d'un thème particulier (l'innovation en 2017, l'incertitude en 2018, la régulation en 2019). Une dizaine d'ouvrages scientifiques y sont analysés et discutés sur un programme de 4 séances organisées par deux doctorants volontaires.
- Le LATTs s'est par ailleurs doté d'un dispositif original de suivi des thèses. Chaque doctorant participe à une « **mini-soutenance** » annuelle dont le comité comprend le directeur de thèse, un président choisi parmi les chercheurs HDR et un autre membre du laboratoire, auxquels peut être associé un chercheur extérieur et, pour les doctorants bénéficiant d'une convention CIFRE, un représentant de l'entreprise partenaire. La mini-soutenance offre au doctorant l'occasion de présenter l'état d'avancement de ses travaux et de débattre des problèmes scientifiques rencontrés. Ce moment privilégié de discussion permet d'associer les chercheurs du LATTs aux thèses en cours d'élaboration, tout en faisant bénéficier les doctorants d'une pluralité de regards sur leur travail. Enfin, il est l'occasion de produire un document diffusable, jalon essentiel dans le processus d'écriture, qui vise, selon les besoins et le stade de la réflexion, à présenter le cadre théorique de la thèse, formaliser les hypothèses de travail, décrire le ou les terrains de recherche ou dresser un état des résultats obtenus.
- En 2018, les doctorants ont créé un nouveau séminaire qui leur est propre, et qu'ils ont nommé TRUC (**Travaux de Recherche d'Utilité Collective**). 4 séances se sont tenues au cours de l'année 2019, qui ont été l'occasion pour eux de présenter leur travail et de discuter des difficultés qu'ils rencontrent. Chaque séance réunit une vingtaine de doctorants qui alimentent un échange collégial visant à apporter des éléments concrets de réponse à leurs questions et problèmes. Des chercheurs titulaires du laboratoire sont invités à intervenir sur des thèmes précis, correspondant aux besoins formulés par les participants.

DIFFUSION

SAVOIR

EXPERTISE

- Par les objets qu'ils étudient, les travaux qu'ils poursuivent, les partenaires avec lesquels ils nouent des liens, les chercheurs du LATTs sont appelés à mener des **activités d'expertise** tournées vers les **pouvoirs publics**, les **entreprises** et les **associations**. Ces activités portent sur de nombreux secteurs, territoires ou domaines d'activité, qu'il s'agisse des infrastructures et services urbains, des processus de transition énergétique, des « villes intelligentes », des modes de gouvernement politique et administratif, des outils de gestion ou des pratiques professionnelles des acteurs du risque.
- Parmi ces diverses formes d'expertises, on peut citer l'**analyse de l'action publique**, qui constitue, de longue date, un sujet de préoccupation important pour les tutelles du LATTs (le CNRS et l'École des Ponts ParisTech mais aussi la récente Université Gustave Eiffel, qui s'est dotée, dès sa création en 2020, d'une vice-présidence dédiée à cette question). Le laboratoire dispose d'une expérience solide en la matière, qui s'appuie notamment sur les travaux de sociologie, de sciences politiques, d'histoire et de géographie qui sont menés depuis plusieurs années par ses chercheurs. Au terme d'« appui aux politiques publiques » parfois utilisé par les tutelles, les membres du LATTs préfèrent celui d'« analyse de l'action publique ». Ce dernier laisse place en effet à une approche plus distanciée voire « critique » des phénomènes étudiés, qui s'autorise à s'interroger sur les choix de décision publique (enjeux de mise sur l'agenda politique de certaines questions plutôt que d'autres, controverses autour des choix de politique publique, etc.) et sur leurs effets plus généraux en matière de transformations sociales (inégalités socio-spatiales, pluralisme dans la prise de décision, etc.). Cette terminologie semble également plus pertinente dans la mesure où elle permet d'échapper à une conception descendante, mécaniste et stato-centrée de l'action de gouvernement (ce à quoi renvoie souvent le terme de « politiques publiques »), pour laisser place à une analyse qui prend mieux en compte la grande diversité des acteurs qui en sont aujourd'hui partie prenante : les décideurs publics certes (État, collectivités territoriales, Union européenne, organisations internationales, etc.), mais aussi les acteurs privés dont le rôle ne saurait être sous-estimé (entreprises, associations, réseaux et collectifs de citoyens).
- L'expertise des chercheurs peut s'appuyer sur des compétences et savoir-faire communs développés à l'occasion des **relations nouées par le LATTs avec les acteurs socio-économiques**, dans le cadre de thèses CIFRE, de projets de recherche partenariaux (avec l'AFD, la CDC, Renault ou des collectivités territoriales par exemple), de recherches-actions (projet Euridice consacré aux retours d'expérience sur les processus de pilotage des risques et crises dans la zone de Paris), de séminaires chercheurs-praticiens (usages de la télémédecine et de la télésanté), de débats au sein d'arènes mixtes (le conseil scientifique du PS-Eau, le comité national d'experts du débat participatif Linky) ou encore de contributions aux travaux du Comité 21, en appui de la mise en œuvre des Accords de Paris sur le Climat.
- Enfin, les chercheurs du LATTs sont régulièrement sollicités pour apporter leur contribution comme experts dans le cadre de **travaux d'institutions nationales et européennes**. Mentionnons ainsi la participation aux conseils scientifiques de l'évaluation du Programme d'Investissements d'Avenir (Secrétariat général pour l'investissement, Olivier Coutard), du JPI Water (Agathe Euzen, représentante de la France), du Conseil National de l'Eau (Agathe Euzen), de la DGAFP (Ministère de la fonction publique, Gilles Jeannot), de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (Ministère du travail, Pascal Ughetto) ou de la Cour des Comptes (audition de François-Mathieu Poupeau sur un rapport consacré à EDF-Enedis). Christian Lefèvre poursuit par ailleurs son activité de conseiller auprès de l'OCDE.

- Les chercheurs du LATTs sont **régulièrement sollicités par les médias** pour apporter leur contribution au débat public, sous la forme d'**interviews** ou de **tribunes** sur les ondes radiophoniques (*France Culture*), télévisuelles (*France 24, Public Sénat*) ou dans la presse écrite régionale et nationale (*L'Express, Le Progrès, La Vie, Les Échos, AOC, Le Monde, Libération, La Marseillaise, Médiacités, Contretemps, Capital, L'Obs*). En 2019, ces interventions ont eu trait à différents sujets d'actualité : mobilisations sociales et réformes des retraites (J.-M. Denis), phénomène des « gilets jaunes » (Jean-Pierre Lévy), adaptation au changement climatique (Agathe Euzen), métropolisation (Nicolas Maisetti), privatisation des Aéroports de Paris (Nathalie Roseau), budget des ménages (Hélène Ducourant), financiarisation (Ludovic Halbert), villes populaires (Yoan Miot) ou transport et infrastructures (Geneviève Zembri).
- Les chercheurs du LATTs sont enfin invités occasionnellement dans des **arènes de diffusion culturelle** : participation à la création de spectacles (*Construire, Ateliers Médicis, Elsa Vivant; Les spécialistes : l'espace public, Festival de la Cité de Lausanne, Félix Adisson*) ; interventions dans le cadre d'expositions (*Figures des instituts d'urbanisme, EUP, Institut Français de Pékin, Félix Adisson; Survols, CAUE des Hauts de Seine, Nathalie Roseau*) ; interviews dans des émissions de télévision grand public (« Paris : les grands travaux de Napoléon », BFM Télévision, et « Bridging the expanse », production WildBear Entertainment, diffusion télévisions anglo-saxonnes, Antoine Picon).

LISTE DES EFFECTIFS

LISTE DES PUBLICATIONS

LISTE DES OPÉRATIONS DE RECHERCHE

LISTE DES THÈSES EN COURS AU 31 DÉCEMBRE 2019

LISTE DES CONTRATS DE RECHERCHE

LISTE DES RESPONSABILITÉS DE FORMATIONS

LISTE DES EFFECTIFS

Chercheurs et enseignants-chercheurs permanents et autres statuts au 31 décembre 2019

- F. Adisson, UPEM, MCF
- S. Bernardin, UPEM, MCF
- K. Chatzis, IFSTTAR, CR, HDR
- O. Coutard, CNRS, DR, HDR
- J.-M. Denis, UPEM, PR, HDR
- M. Dikec, UPEM, PR, HDR
- M. Drozd, CNRS, CR
- H. Ducourant, UPEM, MCF
- A. Euzen, CNRS, DR, HDR
- P. Flichy, UPEM, PR émérite, HDR
- R. Foot, CNRS, IR
- R. Garcier, ENS Lyon, MCF
(en délégation CNRS pour une année)
- D. Guéranger, ENPC, CR
- L. Halbert, CNRS, CR
- S. Jaglin, UPEM, PR, HDR
- G. Jeannot, ENPC, DR, HDR
- O. Karaman, CNRS, CR
- C. Lefèvre, UPEM, PR, HDR
- J.-P. Lévy, CNRS, DR, HDR
- D. Lorrain, CNRS, DR émérite, HDR
- A. Mathieu-Fritz, UPEM, PR, HDR
- Y. Miot, UPEM, MCF
- N. Montel, ENPC, DR, HDR
- V. November, CNRS, DR, HDR
- A. Picon, ENPC, DR, HDR
- F.-M. Poupeau, CNRS, CR, HDR
- N. Roseau, ENPC, DR, HDR
- J. Rutherford, ENPC, CR, HDR
- T. Souami, UPEM, PR, HDR
- P. Ughetto, UPEM, PR, HDR
- E. Vivant, UPEM, MCF, HDR
- G. Zembri, Univ Paris Seine, HDR
(en délégation CNRS pour une année)

Pour mémoire

- Enseignant-chercheur sortant en 2019
- B. Barroca, UPEM, MCF, HDR
(en délégation CNRS)

Chercheurs associés

- M. Atten, É. Avide, G. Blanchard, R. Briday, F. Castagnino, A. Coulondre, A. Danieli, S. Degoutin, F. Delaunay, B. Derouiche, L. Desvallées, V. D. Trupia, D. Florentin, J.-P. Galland, S. Gueben-Venière, I. Kursunlugil, A. Nciri, J.-M. Offner, P. Veltz

Équipe administrative

- F. Azaghar-Sayad, assistante de gestion, UPEM
- V. Bocquillion, assistante de gestion, École des Ponts ParisTech
- A. Bur, responsable d'édition, CNRS
- A. Coulibaly, secrétaire générale, CNRS
- V. Detournay, assistante de communication, CNRS
- N. Jacquin, assistante de gestion, CNRS
- N. Péroumal Ellama, assistante de direction, École des Ponts ParisTech

Pour mémoire

- Personnel administratif sortant en 2019
- V. Frey, secrétaire générale, CNRS

Missions de l'équipe administrative

- Fatima Azaghar-Sayad, Assistante de gestion administrative et financière, elle contribue à l'amélioration des dispositifs de fonctionnement collectif du laboratoire et à leur mise en œuvre sur le site de Bois de l'Étang, engage, suit et contrôle les dépenses des contrats de recherche des chercheurs et enseignants-chercheurs, des BQR UPEM et internes au LATTs, de la campagne de traduction, des Soutiens à la Mobilité Internationale du CNRS, organise et coordonne les événements scientifiques, a en charge l'accueil des nouveaux arrivants à Bois de l'Étang, recueille et diffuse les informations en interne et en externe et apporte assistance et conseil auprès des membres du laboratoire.
- Valérie Bocquillion, Assistante de gestion administrative et financière, elle engage, suit et contrôle les dépenses des contrats de recherche des chercheurs et enseignants-chercheurs, organise et coordonne les événements scientifiques, a en charge l'accueil les nouveaux arrivants à Bienvenüe, recueille et diffuse les informations en interne et en externe, apporte assistance et conseil auprès des membres du laboratoire et est formatrice des nouvelles assistantes de gestion.
- Aurélie Bur Éditrice de *Flux* et *Réseaux* ainsi que des *Working Papers* du LATTs, elle participe au programme éditorial de ces deux revues et de cette collection, assure leur publication en version papier et/ou électronique et leur mise à disposition auprès du grand public.

- Assetou Coulibaly, Secrétaire générale, elle assure auprès de la direction la coordination et le pilotage administratif (finances, ressources humaines, communication, édition, etc.). Elle garantit la pérennité d'ensemble du fonctionnement de l'unité, en cohérence avec ses projets stratégiques, les évolutions institutionnelles et réglementaires ainsi que les différents services des tutelles (CNRS, ENPC, UPEM). Elle coordonne et anime l'équipe administrative de l'unité.
- Virginie Detournay, Assistante de communication du laboratoire, elle a en charge les supports de communication papier et électronique, la diffusion des activités scientifiques, la gestion et l'animation du site internet du laboratoire et le rôle de « référent communication » en interne et en externe. Elle apporte son aide aux membres de l'unité dans la saisie de leurs publications dans le portail HAL-École des Ponts ParisTech.

- Nita Jacquin, Assistante de gestion administrative et financière, elle a en charge les activités de gestion administrative, financière et de ressources humaines du LATTs. Elle concourt au suivi de l'exécution du budget, à la gestion d'un ERC, à la mise en place et/ou au suivi de différents tableaux de bords (tableau de pilotage budgétaire, contrats, personnels, inventaire) ainsi qu'au recrutement. Elle informe les chercheurs sur leurs contrats de recherche et répond aux questions budgétaires des tutelles.

- Nathalie Péroumal, Assistante de direction, elle accompagne l'équipe de direction dans le suivi et le traitement des dossiers courants, contribue à l'amélioration des dispositifs de fonctionnement collectif du laboratoire et à leur mise en œuvre sur le site de Bienvenüe, engage, suit et contrôle les dépenses des contrats de recherche des membres de la direction, a en charge le suivi administratif des parcours doctoraux et est représentante des personnels BIATSS à l'École doctorale Ville, Transports et Territoires.

LISTE DES EFFECTIFS

Doctorants dont nouvelles thèses 2019-2020 et thèses soutenues en 2019 (avec mention de leur École doctorale)

- **A. Albert**, Contrat doctoral UPEM, OMI
- **T. A. Apedo**, Contrat doctoral UPEM, VTT
- **F. Aubert**, CIFRE Vinci Énergie, VTT
- **B. Augey**, Sans financement, OMI
- **M. Béchir**, Demi-bourse École des Ponts ParisTech / Bouygues, VTT
- **C. Belvèze**, IPEF Ministère de la transition écologique et solidaire – CEGIPEF, OMI
- **C. Berte**, IPEF Ministère de la transition écologique et solidaire – CEGIPEF, VTT
- **M. Bigorgne**, Contrat doctoral Labex Futurs Urbains, VTT
- **L. Cardenas-Velasquez**, CIFRE Union Syndicale Solidaires, OMI
- **S. David**, CIFRE Véolia Eau IDF, VTT
- **P.-H. Duron**, Contrat doctoral UPEM, OMI
- **J. Fayeton**, Contrat doctoral École des Ponts ParisTech, VTT
- **G. Fournier**, CIFRE Kisio Études & Conseil, OMI
- **É. Gibault**, CDD Barclays, OMI
- **Y. Gourain**, Contrat doctoral UPEM, VTT
- **S. Guevara Viquez**, Contrat doctoral MESR, VTT
- **E. Guillou**, CIFRE Hydroconseil, VTT
- **S. Kasri**, Bourse du ministère de l'Enseignement (Tunisie), VTT
- **R. Kojima**, Contrat doctoral UPEM, VTT
- **V. Maghin**, Contrat doctoral UPE, OMI
- **M. Marchand**, CIFRE Coopérative de conseil ACADIE, OMI
- **C. Mesnil**, Contrat doctoral ANR VITE, VTT
- **M. Moaty**, CDD CNRS / INSHS, VTT
- **É. Muller**, IPEF Ministère de la transition écologique et solidaire – CEGIPEF, VTT
- **M. Ndoye**, Contrat doctoral UPEM, VTT
- **Y. Peres**, CIFRE ALGOE consultants, VTT
- **J. Pinard**, CIFRE SNCF Immobilier, VTT
- **P. Piras**, Contrat doctoral UPEM, VTT
- **M. Rateau**, Contrat doctoral Labex Futurs Urbains, VTT
- **C. Rey-Thibault**, Contrat doctoral I-site Future, VTT
- **F. Rochon**, CIFRE Union sociale pour l'habitat, VTT
- **J. Salingue**, CDI Université Catholique de Lille, VTT
- **F. Traore**, CIFRE Génie des Lieux, OMI
- **M. Veltz**, Salariée du privé (Métropole Nice Côte d'Azur), VTT

Pour mémoire

- Doctorants sortants en 2019
- S. Degoutin, VTT
- L. Desvallées, VTT
- V. D. Trupia, OMI

Post-doctorants et ATER

- **T. A. Apedo**, ATER,
- **E. Arik**, ATER, École d'Urbanisme de Paris
- **I. Canovas**, Post-doctorante, CDD UPEM
- **S. Cottin-Marx**, Post-doctorant, CDD CNRS
- **S. Guevara**, ATER
- **N. Klein**, Post-doctorant
- **N. Maisetti**, Post-doctorant, CDD UPEM
- **A. Panzeri**, Post-doctorant, Labex Futurs Urbains
- **L. Patinaux**, Post-doctorant, IFRIS
- **M. Rupeka**, Post-doctorante, Labex Futurs urbains
- **J. I. Vila Vazquez**, Post-doctorant, CDD UPEC
- **Z. Xu**, Post-doctorante, CDD CNRS

Pour mémoire

- Post-doctorants et ATER sortants en 2019
- F. Castagnino, CDD École des Ponts ParisTech
- G. Cirac, CDD IFRIS
- E. Giordano, ATER
- S. Gueben-Venièrre, CDD École des Ponts ParisTech
- A. Guironnet, CDD CNRS
- M. Maisonnobe, Post-doctorante, Labex Futurs Urbains

Autres personnels scientifiques

- **A. Azémar**, IR, URL
- **S. Dubaux**, IR UPEM
- **A. Geffroy**, IR CDD UPEM
- **B. Girard**, CDD UPEM
- **S. Laborde-Fernandez**, AI CDD CNRS
- **V. Lasserre-Bigorry**, IR UPEM
- **C. Mesnil**, IE, ANR VITE!
- **V. Rachmuhl**, Past EUP

Pour mémoire

- Ingénieurs en CDD sortant en 2019
- I. Kursunlugil, IE CDD CNRS
- S. Laborde, IE CDD CNRS

Chercheurs, professeurs, doctorants et post-doctorants invités

- **E. Eneqvist**, doctorante invitée, KTH Stockholm, Suède (11 jours)
- **G. de Syon**, professeur d'histoire, Albright College, Pennsylvanie, États-Unis (1 an)

Stagiaires

Stagiaires scientifiques (1ère année de l'École des Ponts ParisTech) et étudiants en Master 1 & 2 (UPEM)

- **T. Baraille**, stagiaire contrat Hybridelec, sous la direction de S. Jaglin (1 mois)
- **G. Bouillon**, gratifications UPEM, sous la direction d'H. Ducourant (2 mois)
- **L. Corcoux**, stage M2, sous la direction de Y. Miot (7 mois)
- **J. Delpech**, stage M2, sous la direction de F.-M. Poupeau (5 mois)
- **J. Guellil**, stage M2, sous la direction de J.P. Lévy (4 mois)
- **L. Ghosn**, stage M2, sous la direction de Y. Miot (3 mois)
- **J. Kalsron**, contrat UrbaRisk Lab, sous la direction de V. November (5 mois)
- **S. Laborde-Fernandez**, sous la direction d'A. Mathieu-Fritz (2 mois)
- **T. Legrain**, contrat DSO, sous la direction d'H. Ducourant (4 mois)
- **M. Mahevo**, stage en M2, sous la direction d'H. Ducourant (2 mois)
- **É. Muller**, PADD de l'École des Ponts ParisTech, sous la direction de F.-M. Poupeau (4 mois)
- **O. Perrin de Brichandaut**, contrat UrbaRisk Lab, sous la direction de V. November (5 mois)
- **C. Pierrat**, stage en M2, sous la direction d'A. Euzen et J.-P. Hague (3 mois)
- **J. Scherrer**, stage en M2, sous la direction d'E. Giordano et J. Monnet (3 mois)

LISTE DES PUBLICATIONS

Ouvrages scientifiques

BORY, Anne, CADERÓN, José-Angel, MIOT, Yoan, MORTAIN, Blandine, VERDIÈRE, Juliette, VIGNAL, Cécile (Collectif Rosa Bonheur) (2019), *La Ville vue d'en bas. Travail et production de l'espace populaire*, Paris, Éditions Amsterdam.

CHAPPE, Vincent-Arnaud, DENIS, Jean-Michel, GUILLAUME, Cécile, POCHIC, Sophie (2019), *La fin des discriminations syndicales ? Luttés judiciaires et pratiques négociées*, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant.

COTTIN-MARX, Simon (2019), *Sociologie du monde associatif*, Paris, La Découverte.

DUCCOURANT, Héliène, PERRIN-HEREDIA, Ana (2019), *Sociologie de la consommation*, Malakoff, Armand Colin.

PICON, Antoine (2019), *Smart Cities Theoria y critica de un ideal autorealizador*, Malaga, Recolectores Urbanos Editorial (version espagnole de *Smart cities Théorie et critique d'un idéal auto-réalisateur*).

PICON, Antoine (2019), *Mimarligin maddiligi*, Istanbul, Janus (version turque de *La matérialité de l'architecture*).

ZEMBRI-MARY, Geneviève (2019), *Project Risks: Actions Around Uncertainty in Urban Planning and Infrastructure Development*, London, ISTE Ltd, Hoboken, John Wiley and Sons.

Articles dans des revues à comité de lecture répertoriées dans les bases de données internationales

ADISSON, Félix, ARTIOLI, Francesca (2019), “Four types of urban austerity: Public land privatisations in French and Italian cities”, *Urban Studies*, vol. 57, n°1, pp. 75-92.

ARIK, Elvan, JAGLIN, Sylvie, VERDEIL, Éric (2019), « Transitions énergétiques à Istanbul et Le Cap. À propos de transformations plurielles », *Multitudes*, vol. 4, n°77, pp. 101-108.

AVIDE, Élise (2019), “The birth of Mass transit system or the imperative of technology: a look back at the design of suburban train stations in the 1970s”, *Planning Perspectives*, pp. 1-15.

BÉAL, Vincent, FOL, Sylvie, MIOT, Yoan, ROUSSEAU, Max (2019), “Varieties of right-sizing strategies: comparing degrowth coalitions in French shrinking cities”, *Urban Geography*, vol. 40, n°2, pp. 192-214.

BERNARDIN, Stève, JEANNOT, Gilles (2019), « La ville intelligente sans les villes ? Interopérabilité, ouvertures et maîtrise des données publiques au sein des administrations municipales », *Réseaux*, vol. 6, n°218, pp. 9-37.

CHATZIS, Konstantinos, MAHERA, Anna, MAVROGONATOU, Georgia (2019), “Supplying the city of Ioannina with ‘modern’ waters, 1913-1940: the ‘modern infrastructural ideal’ in a mid-size Greek town”, *Urban History*, pp. 1-16.

CIRAC-CLAVERAS, Gemma (2019), “Weather Satellites: Public, Private and Data Sharing. The Case of Radio Occultation Data”, *Space Policy*, vol. 47, pp. 94-106.

DAVID, Solène, REVERET, Jean-Pierre, EUZEN, Agathe (2019), « Ouvrir ou fermer les bouches d'incendie ? Des enjeux technico-économiques aux enjeux sociaux », *Développement durable & territoires*, vol. 10, n°3.

DROZDZ, Martine, GHORRA-GOBIN, Cynthia (2019), « Figures de l'urbanisation contemporaine : les grands récits à l'épreuve », *L'Information géographique*, vol. 83, n°2, pp. 12-22.

DUCCOURANT, Héliène, LAZARUS, Jeanne (2019), « Luc Boltanski et Jean-Claude Chamboredon, sous la direction de Pierre Bourdieu, La banque et sa clientèle. Éléments d'une sociologie du crédit (1963) : présentation d'extraits d'un document », *Les Études Sociales*, vol. 169, n°1, pp. 241-258.

EUZEN, Agathe (2019), « Les scientifiques, des éclaircisseurs de la décision politique ? Partage d'expérience autour de formes de communications scientifiques et politiques », *Hermès, La Revue*, vol. 3, n°85, pp. 132-138.

FLICHY, Patrice (2019), « Le travail sur plateforme. Une activité ambivalente », *Réseaux*, vol. 1, n°213, pp. 173-209.

FLORENTIN, Daniel (2019), “From multi-utility to cross-utilities: the challenges of cross-sectoral entrepreneurial strategies in a German city”, *Urban Studies*, vol. 56, n°11, pp. 2242-2260.

FLORENTIN, Daniel (2019), « Vers la ville sobre des réseaux ? L'urbanisme des réseaux face aux transitions », *L'Information géographique*, vol. 83, n°2, pp. 58-71.

FOOT, Robin (2019), « Le bus de Schrödinger ou l'état incertain d'un automate », *Techniques & culture*, n°72, pp. 144-147.

GIORDANO, Emanuele, MANELLA, Gabriele, RIMONDI, Tommaso, CROZAT, Dominique (2019), “The spatio-temporal geographies of public spaces at night and their regulation as source of conflict. The cases of Montpellier and Bologna”, *Espace Populations Sociétés*, n°1.

GUÉRANGER, David (2019), « Le DGS et l'« élu-Jean-Pierre-Pernaut ». Une analyse des stéréotypes des dirigeants sur les élus ruraux », *Études rurales*, n°204, pp. 104-121.

GUÉRANGER, David (2019), « Le syndicat de communes comme objet de savoirs. Trois expertises pour réformer une institution « périphérique » (1892-1975) », *Revue française d'administration publique*, vol. 4, n°172, pp. 893-904.

GUÉRANGER, David, MATHIEU-FRITZ, Alexandre (2019), « Smart city at work. Intermédiation sociotechnique et « souveraineté de la donnée » dans une administration locale », *Réseaux*, vol. 6, n°218, pp. 41-75.

GUÉRANGER, David, POUPEAU, François-Mathieu (2019), « Introduction. Les syndicats de communes en France : résistance ou déclin annoncé ? », *Revue française d'administration publique*, vol. 4, n°172, pp. 877-891.

GUÉRANGER, David, POUPEAU, François-Mathieu (2019), « L'évolution d'un syndicat du Grand Paris : retour sur vingt ans de transformations du Sippérec », recueil du témoignage de Catherine DUMAS, ex directrice adjointe du SIPPÉREC », *Revue française d'administration publique*, vol. 4, n°172, pp. 921-933.

GUIRONNET, Antoine (2019), “Cities on the global real estate marketplace: urban development policy and the circulation of financial standards in two French localities”, *Urban Geography*, vol. 40, n°10, pp. 1527-1547.

LISTE DES PUBLICATIONS

→ **JAGLIN, Sylvie, WHITAKER FERREIRA, João S. (2019)**, « Informalités dans les Suds », *Urbanisme*, n°414, pp. 35-38.

→ **JAMMET, Thomas (2019)**, « Calmer le rôleur. Contribution à l'étude de la relation client sur le Web 2.0 », *Terrains et Travaux*, vol. 1, n°34, pp. 137-161.

→ **JEANNOT, Gilles (2019)**, "Smart city projects in the continuity of the urban socio-technical regime: The French case", *Information Polity*, vol. 24, n°3, pp. 325-343.

→ **JEANNOT, Gilles, MAGHIN, Victor (2019)**, « La ville intelligente, de l'administration à la gouvernance. La difficile intégration des données des usagers par une métropole », *Réseaux*, vol. 6, n°218, pp. 105-142.

→ **LORRAIN, Dominique, MOUTON, Morgan (2019)**, « Les conglomérats familiaux (6) : Lopez Group. », *Flux*, n°115, pp. 58-73.

→ **MONSTADT, Jochen, COUTARD, Olivier (2019)**, "Cities in an era of interfacing infrastructures: Politics and spatialities of the urban nexus", *Urban Studies*, vol. 56, n°11, pp. 2191-2206.

→ **NCIRI, Aida, LEVENDA, Anthony (2019)**, "Urban policy (im)mobilities and refractory policy lessons: experimenting with the sustainability fix", *Urban Geography*, pp. 1-21.

→ **PICON, Antoine (2019)**, "Smart cities, privacy and the pulverization / reconstruction of individuals", *European Data Protection Law Review*, vol. 5, n°2, pp. 154-155.

→ **PICON, Antoine, RATTI, Carlo (2019)**, "Sulla mappatura/On mapping", *Domus*, pp. 1001-1010.

→ **POUPEAU, François-Mathieu (2019)**, "Metropolitan and rural areas fighting for the control of electricity networks in France. A local geopolitics approach to energy transition", *Environment and Planning C: Politics and Space*, vol. 38, n°3, p. 464-483.

→ **POUPEAU, François-Mathieu (2019)**, « De l'électrification à la transition énergétique : des syndicats d'énergie en quête de consolidation institutionnelle », *Revue française d'administration publique*, vol. 4, n°172, pp. 969-983.

→ **RATEAU, Mélanie, TOVAR, Luisa (2019)**, « La formalisation des récupérateurs à Bogota et Lima : reconnaître, réguler puis intégrer ? », *EchoGéo*, n°47 (version anglaise : "Formalization of wastepickers in Bogota and Lima: Recognize, regulate, and then integrate?").

→ **SANFELICI, Daniel, HALBERT, Ludovic (2019)**, "Financial market actors as urban policy-makers: the case of real estate investment trusts in Brazil", *Urban Geography*, vol. 40, n°1, pp. 83-103.

→ **SCHAFER, Valérie, TRUC, Gêrôme, BADOUARD, Romain, CASTEX, Lucien, MUSIANI, Francesca (2019)**, "Paris and Nice terrorist attacks: Exploring Twitter and web archives", *Media, War & Conflict*, vol. 12, n°2, pp. 153-170.

→ **YAGHOBIAN, Sarina, OHANNESSIAN, Robin, MATHIEU-FRITZ, Alexandre, MOULIN, Thierry (2019)**, "National survey of telemedicine education and training in medical schools in France", *Journal of Telemedicine and Telecare*, vol. 26, n°5, pp. 303-308.

Coordination de numéros de revues à comité de lecture

→ **BERNARDIN, Stève, JEANNOT, Gilles (2019)**, « Villes intelligentes et administrations municipales », *Réseaux*, vol. 6, n°218.

→ **BEUSCART, Jean-Samuel, FLICHTY, Patrice (2019)**, « Les activités menées sur les plateformes numériques II », *Réseaux*, vol. 1, n°213.

→ **DROZDZ, Martine, GHORRA-GOBIN, Cynthia (2019)**, « Quoi de neuf en géographie urbaine 2 », *L'Information géographique*, vol. 83, n°2.

→ **GUÉRANGER, David, POUPEAU, François-Mathieu (2019)**, « Les syndicats de communes face aux réformes », *Revue française d'administration publique*, vol. 4, n°172.

Directions d'ouvrages scientifiques

LOPEZ, Fanny, PELLEGRINO, Margot, COUTARD, Olivier (2019), *Local energy autonomy: spaces, scales, politics*, London, ISTE Ltd, Hoboken, John Wiley & Sons (version française : *Les territoires de l'autonomie énergétique : espaces, échelles et politiques*, London, ISTE Ltd).

Site web d'édition scientifique

→ **POUSIN, Frédéric, ROSEAU, Nathalie (2019)**, *Inventer le Grand Paris*, <http://www.inventerlegrandparis.fr>

Chapitres d'ouvrages

→ **BEZES, Philippe, JEANNOT, Gilles (2019)**, « Variété des transformations des bureaucraties européennes : une lecture par les instruments de gestion », in MATYJASIK, Nicolas, GUENOUN, Marcel (dir.), *En finir avec le New Public Management*, Paris, Institut de la gestion publique et du développement économique, pp. 47-76.

→ **BLANCHARD, Guilhem (2019)**, "What Autonomy is Available in the Design of Energy Solutions within French Urban Development Projects? The Example of District Heating", in LOPEZ, Fanny, PELLEGRINO, Margot, COUTARD, Olivier (Eds.), *Local energy autonomy: spaces, scales, politics*, London, ISTE Ltd, Hoboken, John Wiley & Sons, pp. 119-140, (version française : « Quelle Autonomie de conception des solutions énergétiques dans les projets urbains français ? L'exemple du chauffage urbain » in *Les territoires de l'autonomie énergétique : espaces, échelles et politiques*, London, ISTE Ltd, pp. 139-160).

→ **CLERVAL, Anne, MIOT, Yoan (2019)**, « Conditions de logement et inégalités sociales », in CLERVAL, Anne, DELAGE, Matthieu (dir.), *Vivre à l'Est de Paris : inégalités, mobilités et recompositions socio-spatiales*, Paris, L'Œil d'Or, pp. 147-163.

→ **COTTIN-MARX, Simon (2019)**, « La production publique de la privatisation des ressources associatives », in TCHERNONOG, Viviane, PROUTEAU, Lionel (dir.), *Le paysage associatif : mesures et évolutions*, Paris, Dalloz, Lyon, Juris éditions, 3e édition, pp. 304-306.

→ **DELAGE, Matthieu, MIOT, Yoan (2019)**, « Être propriétaire dans les périphéries parisiennes : des mobilités résidentielles marquées par un filtrage socio-spatial », in CLERVAL, Anne, DELAGE, Matthieu (dir.), *Vivre à l'Est de Paris : inégalités, mobilités et recompositions socio-spatiales*, Paris, L'Œil d'Or, pp. 165-186.

→ **DROZDZ, Martine (2019)**, « Figures et crise d'un urbanisme globalisé », in *Les cahiers de l'Institut Paris Région. Les Villes changent le Monde*, pp. 157-161.

→ **EUZEN, Agathe (2019)**, « L'eau dans le Ferlo », in BOËTSCH, Gilles, DUBOZ, Priscilla, GUISSSE, Aliou, SARR, Papa (dir.), *La grande muraille verte : une réponse africaine au changement climatique*, Paris, CNRS Éditions, pp. 213-226.

→ **EUZEN, Agathe (2019)**, « L'eau, un bien commun précieux et vulnérable », in GUTLEBEN, Denis (dir.), *Sciences. Bâtir de nouveaux mondes*, Paris, CNRS Éditions, pp. 199-200.

→ **JAGLIN, Sylvie (2019)**, "Electricity Autonomy and Power Grids in Africa: From Rural Experiments to Urban Hybridizations", in LOPEZ, Fanny, PELLEGRINO Margot et COUTARD Olivier (Eds.), *Local energy autonomy: spaces, scales, politics*, London, ISTE Ltd, Hoboken, John Wiley and Sons, pp. 291-314, (version française : « Quelle Autonomie et réseaux électriques en Afrique : des expérimentations rurales aux hybridations urbaines » in *Les territoires de l'autonomie énergétique : espaces, échelles et politiques*, London, ISTE Ltd, pp. 313-338).

→ **KIPFER, Stefan, DIKEÇ, Mustafa (2019)**, "Peripheries against peripheries: against spatial reification", in GÜNEY, K. Murat, KEIL, Roger, UÇOĞLU, Murat (Eds.), *Massive Suburbanisation*, Toronto, University of Toronto Press, pp 35-55.

→ **LÉVY, Jean-Pierre (2019)**, « L'habitat se transforme, mais la précarité augmente » in *Le logement social dans la société qui vient*, Paris, L'Union sociale pour l'habitat, pp. 53-80.

→ **LÉVY, Jean-Pierre, MUSY, Marjorie (2019)**, « Énergie et bâtiment », in GUTLEBEN, Denis (dir.), *Sciences. Bâtir de nouveaux mondes*, Paris, CNRS Éditions, pp. 92-93.

→ **LOPEZ, Fanny, PELLEGRINO, Margot, COUTARD, Olivier (2019)**, « Introduction », in LOPEZ, Fanny, PELLEGRINO Margot, COUTARD Olivier (Eds.), *Local energy autonomy: spaces, scales, politics*, London, ISTE Ltd, Hoboken, John Wiley & Sons, p. XV, (version française : « Introduction » in *Les territoires de l'autonomie énergétique : espaces, échelles et politiques*, London, ISTE Ltd, pp. 3-14).

→ **MONTEL, Nathalie (2019)**, « Le livre technique et la distinction sociale à la fin du XVIII^e siècle », in *Construire ! Entre Antiquité et époque contemporaine*, Paris, Picard, pp. 175-183.

→ **NOVEMBER, Valérie (2019)**, « L'empreinte du risque », in TISSOT, Karine (dir.), *Marie Velardi : livre 1 monographie (2006-2019) - livre 2 Atlas de terre-mer*, Lausanne, L'APAGE / Infolio, pp. 53-54, (version anglaise : "The Stamp of Risk" / version allemande : "Der Abdruck des Risikos", pp. 53-57).

→ **PICON, Antoine (2019)**, "Digital fabrication, between disruption and nostalgia", in AHRENS, Chandler, SPRECHER, Aaron (Eds.), *Instabilities and potentialities. Notes on the nature of knowledge in digital architecture*, New York, London, Routledge, pp. 223-238.

→ **PICON, Antoine, SHAY HILL, Thomas (2019)**, "Is the city becoming computable?", in M. FIGUEIREDO, Sergio, KRISHNAMURTHY, Sukanya, SCROEDER, Torsten (Eds.), *Architecture and the smart city*, New York, London, Routledge, pp. 29-42.

→ **PICON, Antoine (2019)**, « Préface », in *Le Corbusier and the age of Purism*, Tokyo, The National Museum of Modern Art, pp. 8-9.

→ **PICON, Antoine (2019)**, "The question isn't about low-tech or high-tech. The real question is knowing what to use according to the context", interview publiée dans ANDERSEN, Marilynne, REY, Emmanuel (Eds.), *Thinking Visions for architectural design*, Zurich, Park Books, pp. 137-145.

→ **ROSEAU, Nathalie (2019)**, « Les territoires de l'air, une culture moderne ? », in FARIA, Dominique, DOBSON, Alan, MONTEIRO, Antonio, RODRIGUES, Luís Nuno (dir.), *L'aviation et son impact sur le temps et l'espace*, Paris, Éditions Le Manuscrit, pp. 397-421.

→ **RUTHERFORD, Jonathan (2019)**, "Infrastructure interludes", in FILION, Pierre, PULVER, Nina (Eds.), *Critical Perspectives on Suburban Infrastructures: Contemporary International Cases*, Toronto, University of Toronto Press, pp. 183-207.

→ **RUTHERFORD, Jonathan (2019)**, "Urban sustainability transitions", in SCHWANEN, Tim, VAN KEMPEN, Ronald (Eds.), *Handbook of Urban Geography*, Chichester, Elgar Edward, pp. 429-444.

→ **DRAIS, Eric, UGHETTO, Pascal (2019)**, « Évaluer l'intervention organisationnelle et la santé au travail : un regard sociologique » in CHOUANIÈRE, Dominique (dir.), *Précis d'évaluation des interventions en santé au travail. Pour une approche interdisciplinaire appliquée aux RPS et TMS*, Toulouse, Octarès, pp. 283-304.

→ **UGHETTO, Pascal (2019)**, « Entreprise libérée » in VALLÉRY Gérard, BOBILLIER-CHAUMON Marc-Eric, BRANGIER Eric, DUBOIS Michel, (dir.), *Psychologie du travail et des organisations : 110 notions clés*, Paris, Dunod, (2^e éd.), pp. 182-186.

Articles dans des revues à comité de lecture non répertoriées dans les bases de données internationales

→ **BERNARDIN, Stève (2019)**, "Controversies or public problems? Open questions and research proposals", *EASST Review*, vol. 38, n°1, pp. 18-22.

→ **BRIDAY, Régis (2019)**, « Le discours de la promesse chez les promoteurs de l'ingénierie climatique », *Socio*, n°12, pp. 133-157.

→ **BRIDAY, Régis, DUTREUIL, Sébastien (2019)**, « Les multiples facettes de l'entrepreneuriat scientifique de James Lovelock dans les années 1960-70 : développement d'instruments, consultance sur les pollutions et hypothèse Gaïa », *Marché et organisations*, vol. 1, n°34, pp. 33-60.

→ **COTTIN-MARX, Simon (2019)**, « Gouverner par l'accompagnement. Quand l'État professionnalise les associations employeuses », *Marché et organisations*, vol. 3, n°36, pp. 135-151.

→ **COUTARD, Olivier, NOVEMBER, Valérie (2019)**, "LATTs's stories: Exploring the infrastructuring of organizations, cities and societies", *EASST Review*, vol. 38, n°1, <https://easst.net/article/lattss-stories-exploring-the-infrastructuring-of-organizations-cities-and-societies/>.

→ **FLORENTIN, Daniel, RUGGERI, Charlotte (2019)**, « Edito : ville (s)low tech et quête d'une modernité écologique », *Urbanités*, #12.

→ **GUEVARA, Sofia (2019)**, "Imaginarios y riesgo de inundación en los barrios del sur de San José: entre banalización y denuncia del desarrollo urbano josefino", *Revista de Historia*, vol. 36, pp. 177-190.

→ **JAGLIN, Sylvie (2019)**, « Basses technologies et services urbains en Afrique subsaharienne : un low-tech loin de l'écologie », *Urbanités*, #12.

→ **NOVEMBER, Valérie (2019)**, "What does 'mapping risks' mean in a risk society?", *Risques urbains*, vol. 19-3, n°1.

LISTE DES PUBLICATIONS

→ **PATINAUX, Leny (2019)**, « Enjeux épistémiques et politiques des recherches sur l'évacuation géologique des déchets nucléaires. Étude d'une controverse sur l'implantation d'un laboratoire souterrain dans la Vienne (1994-1998) », *Cahiers François Viète*, vol. 3, n°6, pp. 133-157.

→ **ROSEAU, Nathalie (2019)**, « Aéroports de Paris, un levier stratégique pour l'État ? Entre mondialisation, territoire et climat », *Métropolitiques*, pp. 1-6.

→ **RUTHERFORD, Jonathan (2019)**, "Assembling artificial natures for new socio-technical worlds?", *EASST Review*, vol. 38, n°1, pp. 14-17.

→ **SCHOETTER, Robert, MASSON, Valéry, AMOSSÉ, Alexandre, BERNARD, Jérémy, BOCHER, Erwan, BONHOMME, Marion, BOURGEOIS, Alexis, FARAUT, Serge, GARDES, Thomas, GORET, Marine, HIDALGO, Julia, LÉVY, Jean-Pierre, LONG, Nathalie, PELLEGRINO, Margot, PETIT, Gwendall, PLUMEJEAUD, Christine, POITEVIN, Cyril, TORNAV, Nathalie (2019)**, « Caractérisation du tissu urbain français pour la modélisation du climat urbain et de son interaction avec la consommation énergétique dans les bâtiments », *La Météorologie*, n°105, pp. 48-57.

Actes de colloques, congrès, journées d'études

→ **FLICHY, Patrice (2019)**, « Le numérique bouleverse les frontières entre sphère privée et sphère professionnelle », in *La santé connectée ? Une totale mutation*, Euro cos, Humanisme & Santé, Rencontres santé-société Georges Canguilhem, 5 et 6 octobre 2018, Strasbourg.

→ **FOOT, Robin (2019) (Coord.)**, *Rencontres autour d'un poste de conduite de tramway*, organisées par le SMTC-AC, T2C et le CHSCT avec 7 Ergonomie et le LATTS, Clermont-Ferrand, 11 janvier 2018, 95 p. <https://hal-lara.archives-ouvertes.fr/LATTS/hal-02018387v1>

→ **POUSIN, Frédéric, ROSEAU, Nathalie (2019)**, Les paysages du Grand Paris, *Inventer le Grand Paris*, 19 décembre 2018, <http://www.inventerlegrandparis.fr/seminaire-igp/2018-2019/les-paysages-du-grand-paris/>

Articles dans des revues sans comité de lecture

→ **CANOVAS, Ingrid, CHEVILLOT-MIOT, Elie, NOVEMBER, Valérie, IASO, Christian (2019)**, « Intégrer l'anticipation dans le processus de décision en situation de crise extrême : de l'événement à la méthode », *Lettre d'information sur les risques et les crises, Revue de l'INHESJ*, n°60, pp. 14-18.

→ **JEANNOT, Gilles (2019)**, « La loi travail de la fonction publique », *AOC*, 27 mars 2019.

Comptes-rendus de lecture, notes critiques

→ **MAGHIN, Victor (2019)**, Note de lecture de l'ouvrage de LEMAIRE, Élodie (2019), « L'œil sécuritaire. Mythes et réalités de la vidéosurveillance », in *Réseaux*, vol.6, n°218, pp. 182-185.

→ **PICON, Antoine (2019)**, "A review of: Mari Lending, "Plaster Monuments Architecture and the Power of Representation", Princeton and Oxford, Princeton University Press, 2017" in BIDEAU, André, MURPHY, Caroline E., PICON, Antoine, VARTOLA, Anni (2019), "Reviews Winter 2019", *Architectural Histories*, vol. 7, n°1, p. 2.

→ **VILA VÁZQUEZ, José Ignacio (2019)**, Note « Bureau international des expositions - Expositions et Transformations Urbaines » / "Expo Cities - Urban Change. Revisiting the footprints of mega-events" / "Revisitando las huellas de los mega-eventos", *ZARCH*, n°13, pp. 297.

→ **VIVANT, Elsa (2019)**, « Isabelle Coutant, Simeng Wang (dir.), *Santé mentale et souffrance psychique ? Un objet pour les sciences sociales* », *Lectures* [en ligne], Les comptes rendus, 2019.

HDR, Thèses

→ **DEGOUTIN, Stéphane (2019)**, *Société-nuage*, thèse en aménagement et urbanisme, Université Paris-Est (co-dir. PICON, Antoine, CASSOU-NOGUÈS, Pierre).

→ **DESVALLÉES, Lise (2019)**, *Problématisation, politisation et mesures de résorption des vulnérabilités énergétiques : entre droit à l'énergie et contrôle des pratiques des pauvres à Porto et à Barcelone*, thèse en aménagement et urbanisme, Université Paris-Est (co-dir. COUTARD, Olivier, RUTHERFORD, Jonathan).

→ **ROSEAU, Nathalie (2019)**, *Temps et infrastructure, Essai sur l'urbanisme des métropoles*, HDR en aménagement et urbanisme, Université Paris-Est (garant : PICON, Antoine)

→ **RUTHERFORD, Jonathan (2019)**, *Redeploying Urban Infrastructure: The Politics of Urban Socio-Technical Futures*, HDR en aménagement et urbanisme, Université Paris-Est (garant : COUTARD, Olivier).

→ **TRUPIA, Vanessa Dilara (2019)**, *Une ethnographie de l'innovation ouverte : Le cas de « La Cantine Numérique »*, thèse en sociologie, Université Paris-Est (dir. FLICHY, Patrice). Compte-rendu de thèse disponible in *Revue Française de Socio-Économie*, n°23, pp. 243-244.

→ **VIVANT, Elsa (2019)**, *Urbanisme et création*, HDR en aménagement et urbanisme, Université Paris-Est (garant : BACQUÉ, Marie-Hélène).

Working papers et documents de travail

Working papers du LATTS

→ **BOYER, Mélody (2019)**, « Les syndicats d'énergies : bras armés des collectivités dans la transition énergétique ? », *Working paper du LATTS*, 2019-17.

→ **GUEBEN-VENIÈRE, Servane (2019)**, « Il est temps de cartographier les crises », *Working paper du LATTS*, 2019-16.

→ **VIVANT Elsa (2019)**, « Futurs à Venir : construire le public du développement. Monographie réalisée dans le cadre du projet FIP Explo », *Working paper du LATTS*, 2019-15.

Autres documents de travail

→ **EUZEN, Agathe (2019)**, « En quoi les Objectifs de développement durable peuvent-ils aider à structurer les politiques de recherche ? », <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02426719>.

→ **EUZEN, Agathe, (2019)**, « L'eau ressource naturelle et bien essentiel. L'eau un bien commun », <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02426751>.

→ **GAYOSO, Emile (2019)**, « *Sacrée Story : la téléralité comme rite d'institution de l'individu compétitif* », <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-02362095>.

→ **JAGLIN, Sylvie (2019)**, « *Off-grid Electricity in sub-Saharan Africa: from rural experiments to urban hybridisations* », <https://halshs.archives-ouvertes.fr/hal-shs-02078148>.

Articles de vulgarisation, articles parus dans les Médias (grande presse)

→ **BOTTON, Sarah, EUZEN, Agathe (2019)**, « Comment les territoires innovent pour gérer durablement l'eau ? », *The Conversation France*, <https://theconversation.com/comment-les-territoires-innovent-pour-gerer-durablement-leau-124018>.

→ **CHATZIS, Konstantinos (2019)**, « Les étudiants grecs dans les grandes écoles d'ingénieurs parisiennes au XIX^e siècle ». *Encyclopédie numérique EHNE*, <https://ehne.fr/>.

→ **CHATZIS, Konstantinos (2019)**, « Les voyages d'étude des ingénieurs des Ponts et Chaussées à travers l'Europe (XVIII^e-XIX^e siècles) ». *Encyclopédie numérique EHNE*, <https://ehne.fr/>.

→ **CHATZIS, Konstantinos (2019)**, « Vers une « Europe statistique » : le Congrès international de statistique, 1853-1876 ». *Encyclopédie numérique EHNE*, <https://ehne.fr/>.

→ **JEANNOT, Gilles (2019)**, « Réforme de la fonction publique : La France tend à s'aligner sur le modèle britannique », *Le Monde*, 21 mars 2019.

→ **PICON, Antoine (2019)**, « La computation, la sensation et l'espoir collectif », entretien avec Marc Frochaux et Cedric van der Poel, *Tracés*, n°9, pp. 31-32, <https://www.espazium.ch/fr/actualites/la-computation-la-sensation-et-lespoir-collectif>.

→ **PICON, Antoine, STIEGLER, Bernard (2019)**, « La smart city, rêve ou cauchemar totalitaire », propos recueillis par DE OLIVEIRA, Victorine, in ELTCHANINOFF, Michel (dir.), *La ville rêvée des philosophes, Philosophie magazine*, pp. 44-51.

→ **PICON, Antoine (2019)**, "From the eyes of the street to the eyes of the city", contribution à la Biennale de Shenzhen 2019 publiée sur le site Archdaily, <https://www.archdaily.com/916169/from-the-eyes-on-the-street-to-the-eyes-of-the-city>.

→ **PICON, Antoine (2019)**, « Donner sens à l'aventure métropolitaine », *Ingénierie urbaine. La ville intelligente et durable*, n°4, pp. 12-13.

→ **PICON, Antoine (2019)**, « Il faut redéfinir totalement le rapport entre naturel et artificiel », interview, *Sciences et avenir*, n°189, pp. 62-63.

→ **RATTI, Carlo, PICON, Antoine (2019)**, « Così le mappe digitali trasformano le nostre città », *La Stampa*, 31 août 2019, p. 23.

Films, webdocumentaires

→ **FOOT, Robin (2019)**, « Le Busway de Nantes. La ligne 4 du tramway devient une ligne de bus : la requalification du bus comme système de transport moderne », <https://medihal.archives-ouvertes.fr/hal-02373064>.

→ **FOOT, Robin (2019)**, « Le tramway de Nantes. Un objet industriel repris par l'usage : accessibilité des transports et hauteur de plancher », <https://medihal.archives-ouvertes.fr/hal-02379568>.

Rapports de recherche

→ **BERNARDIN, Stève, FLICHY, Patrice, FOOT, Robin, HURÉ, Maxime, JEANNOT, Gilles, MATHIEU-FRITZ, Alexandre, PATINAUX, Leny (2019)**, *Les conditions politiques et sociales du déploiement du véhicule autonome dans les villes*, LATTS - École des Ponts ParisTech, <https://hal-enpc.archives-ouvertes.fr/hal-02392749>.

→ **GUEBEN-VENIÈRE, Servane, NOVEMBER, Valérie (2019)**, *Anticipation : État de l'art et enquêtes*, Rapport réalisé dans le cadre du Projet Sanctum, Ministère de la Transition écologique et solidaire, CSFRS, <https://hal-enpc.archives-ouvertes.fr/hal-02306212v1>.

→ **GUEVARA, Sofia (2019)**, *Floods in Barrio Lujan. Report on preliminary results of Phd research on unhabitant participation in risk management policy n Costa Rica*, rapport réalisé à la demande du Comité local de gestion de crise de Barrio Luján, LATTS, Université Paris-Est, Universidad de Costa Rica, <https://hal-enpc.archives-ouvertes.fr/hal-02335848v1>.

→ **HALBERT, Ludovic (2019)**, *Enjeux du financement de la ville et des territoires*, Cahier de recherche de la Caisse des dépôts tiré d'une interview de Ludovic Halbert, 10 p.

→ **NOVEMBER, Valérie, GUEBEN-VENIÈRE, Servane (2019)**, *L'anticipation en gestion de crise : État de l'art et besoins*, Rapport réalisé dans le cadre du Projet Sanctum ; Ministère de la Transition écologique et solidaire, CSFRS, <https://hal-enpc.archives-ouvertes.fr/hal-02879015v1>.

Sites web de communication scientifique

→ **AZEMAR, Alice, GEFFROY, Alexandre, NOVEMBER, Valérie (2019)**, responsabilité éditoriale du site internet « Urba Risk Lab », <https://urbarisklab.org/fr/>.

LISTE DES OPÉRATIONS DE RECHERCHE

Sur la base des informations qui ont été remontées par les membres du LATTs.

Ces projets ne donnent pas nécessairement lieu à des financements.

Pour des raisons de concision, les institutions partenaires scientifiques ne sont pas mentionnées.

| CHERCHEURS DU LATTs IMPLIQUÉS | TITRE DE L'OPÉRATION DE RECHERCHE | FINANCEUR(S) ÉVENTUEL(S) |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Stève Bernardin, Gilles Jeannot (porteur du projet), David Guéranger, Ismail Hamoumi, Victor Maghin et Alexandre Mathieu-Fritz | La « révolution des données » transforme-t-elle vraiment la gestion des villes ? | Caisse des dépôts et consignations |
| Stève Bernardin (co-porteur du projet), Gilles Jeannot (co-porteur du projet), Robin Foot, Patrice Flichy, Leny Patinaux et Alexandre Mathieu-Fritz | Les conditions politiques et sociales du déploiement du véhicule autonome dans les villes | Groupe Renault |
| Olivier Coutard | Villes et transitions énergétiques : enjeux, leviers, processus et évaluation prospective pluridisciplinaire. Application à la région Île-de-France | Agence nationale de la recherche |
| Kostas Chatzis, Nathalie Montel et Antoine Picon | Réédition critique de l'ouvrage de Gabriel Lamé, Émile Clapeyron, Stéphane et Eugène Flachat, <i>Vues politiques et pratiques sur les travaux publics de France</i> | Agence nationale de la recherche |
| Kostas Chatzis | Le développement et l'usage des modèles de prédiction de trafic dans la gestion de crises et de risques en milieu urbain | I-Site Future (dans le cadre d'UrbaRiksLab) |
| Mustafa Dikec | La réglementation et la diffusion de l'heure, notamment par les infrastructures pneumatiques, dans le Paris de la fin du XIX ^e siècle | |
| Martine Drozd | Co-animation du groupe transversal « Production urbaine et marchés » | Labex Futurs Urbains |
| Hélène Ducourant | Recouvrement de dettes en France. Une enquête sur la réception des pratiques des professionnels par les débiteurs | DSOgroup (entreprise de recouvrement de dettes) |
| Hélène Ducourant | Ethnographie d'une foire aux dettes brésilienne | BQR Université Paris-Est. |
| Hélène Ducourant | Fermeture des agences bancaires françaises | I-Site Future |
| Agathe Euzen | Usages de l'eau dans le Ferlo sénégalais au fil des saisons sur la Grande Muraille Verte | |
| Agathe Euzen | Quelle eau pour quels usages le long de l'Oyapock ? | APR 2018 du Labex DRIIHM. |
| Agathe Euzen | Construire l'empreinte sociale de l'eau | Thèse CIFRE (Solène David) financée par Veolia Île-de-France en partenariat avec la Chaire Internationale sur le cycle de vie Polytechnique Montréal / UQAM |
| Agathe Euzen | La baignade en eau libre en milieu urbain | |
| Robin Foot | Une recherche-action dans le milieu du tramway | |
| David Guéranger | La métropolisation, une « nouvelle donne » territoriale ? La démocratie politique et sociale aux prises des reconfigurations urbaines | IRES |
| David Guéranger | Les élus et l'argent (ELUAR) | Agence nationale de la recherche |
| Ludovic Halbert (porteur du projet), Félix Adisson, Nicolas Maisetti et Marie Bigorgne | Investissement public local (IPL) | Caisse des dépôts et consignation |
| Ludovic Halbert (porteur du projet), Félix Adisson et Nicolas Maisetti | Investissement public local et systèmes territoriaux (InveST) | Agence nationale de la recherche |

L
A
T
T
S

| CHERCHEURS DU LATTs IMPLIQUÉS | TITRE DE L'OPÉRATION DE RECHERCHE | FINANCEUR(S) ÉVENTUEL(S) |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|
| Ludovic Halbert | Politiques territoriales et politiques de réduction de la dépense publique locale : une analyse de l'investissement public du bloc communal | Réseau des finances locales |
| Sylvy Jaglin | Hybridelec | Agence nationale de la recherche |
| Sylvy Jaglin | Villes informelles | I-Site Future |
| Sylvy Jaglin | Co-animation du groupe transversal « Villes et énergie » | Labex Futurs Urbains |
| Ozan Karaman (porteur du projet), Martine Drozd, Antoine Guironnet, Ilknur Kursunlugil, Mathilde Moaty, Zhumin Xu | The Urban revolution and the political | European research council |
| Christian Lefèvre | Métropol (les firmes dans la gouvernance métropolitaine) | I-Site Future |
| Jean-Pierre Lévy | Une approche longitudinale (1978-2013) du système national du logement à partir du modèle ASHA (Analyse des Systèmes d'Habitat) | |
| Jean-Pierre Lévy | Modèles pour l'Analyse, la Décomposition et la Reconstruction de données de consommations Énergétiques (projet ANDRÉ) | Agence nationale de la recherche |
| Yoan Miot | Pratiques et organisations quotidiennes étudiées en milieu populaires (2011-2019) – Collectif Rosa Bonheur | Agence nationale de la recherche |
| Yoan Miot | Recherche-action « Stratégie communale d'action publique en contexte de décroissance urbaine » | Ville de Roubaix, Métropole européenne de Lille |
| Yoan Miot | Aménagement des espaces économiques | Caisse des dépôts et consignations |
| Yoan Miot | Attributions, peuplement et intercommunalités | AdCF, USH, PUCA, CGET, Défenseur des Droits |
| Yoan Miot | Le financement des équipements publics dans les opérations d'aménagement | FIL, LIFTI, PUCA, AdCF |
| Nathalie Montel | La diffusion des Œuvres du premier ingénieur Jean-Rodolphe Perronet, parues en 1784 | |
| Valérie November | Management of citizens & volunteers: the social media contribution in crisis situation (MACIV) | Agence nationale de la recherche |
| Valérie November | Optimiser l'Anticipation et la Prise de décision en situation de crises extrêmes pour maintenir la Résilience de la société (APRIL) | Agence nationale de la recherche |
| Valérie November | Résilience des infrastructures et systèmes interconnectés (RESIIIST) | Agence nationale de la recherche |
| Valérie November | Les réserves des musées de la ville de Paris. Enquêtes sur les infrastructures de la conservation de l'art et du patrimoine | Ville de Paris |
| Valérie November | Système d'Anticipation de Crise basé sur un Traitement Uchronique Modélisable (SANCTUM) | CSFRS |
| François-Mathieu Poupeau | L'État et la fabrique de la stratégie énergétique de la France : analyse de la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) | |
| François-Mathieu Poupeau | Les métropoles françaises et leurs stratégies interterritoriales dans le domaine de l'énergie | Groupement de recherches sur l'administration locale en Europe |
| Nathalie Roseau | Inventer le Grand Paris | Labex Futurs Urbains |
| Pascal Ughetto | La sécurité en chantier : des actions de prévention à leur mise en œuvre chez Eurovia | Eurovia |

Rapport d'activité 2019

LISTE DES OPÉRATIONS DE RECHERCHE

| CHERCHEURS DU LATTIS IMPLIQUÉS | TITRE DE L'OPÉRATION DE RECHERCHE | FINANCEUR(S) ÉVENTUEL(S) |
|--------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|
| Pascal Ughetto | Connexion et charge de travail | Groupe Renault |
| Jose Ignacio Vila Vasquez | Les investisseurs en situation d'aménagement dans le Grand Paris | Chaire « Aménager le Grand Paris » |
| Jose Ignacio Vila Vasquez | La production d'espaces publics ordinaires en périphéries métropolitaines : gouvernance et mutations paysagères et commerciales vers des gentrifications ? | LabEx DynamiTe |
| Elsa Vivant | La dimension spatiale et urbaine des réponses apportées à la crise des opioïdes aux USA | |
| Geneviève Zembri | Pratiques et théories de la planification en aménagement et urbanisme au prisme de l'incertitude : comparaison européenne | |
| Geneviève Zembri | Heritage, Risk and Urban megaprojects management: Which (cultural, social, urban and economic) lessons to learn from the study of the Athens and London Olympics in regards to Paris 2024 ? | INEX et COMUE Paris Seine |

LISTE DES THÈSES EN COURS

- **A. ALBERT (2016)**
Santé au travail : l'heure des objets connectés ?
Sous la direction de P. UGHETTO, OMI.
- **T. A. APEDO (2016)**
Le civic crowdfunding en France et aux États-Unis : trajectoires d'un dispositif de financement participatif au service du développement urbain.
Sous la direction de M. DIKEÇ, VTT.
- **F. AUBERT (2016)**
Comment les propositions d'organisation locale d'autonomie énergétique, sous forme de communautés énergétiques, modifient-elles la fabrique matérielle de l'urbain ?
Sous la direction de T. SOUAMI et de X. BONNAUD, VTT.
- **B. AUGÉY (2019)**
La transformation agile d'une direction informatique : évolutions de l'organisation, du management et des métiers de la DSI de Pôle emploi.
Sous la direction de P. UGHETTO, OMI.
- **M. BÉCHIR (2018)**
Intégration des artefacts énergétiques dans la ville : réorganisation énergétique et nouvelles spatialités urbaines.
Sous la direction S. TOUAMI, VTT.
- C. BELVÈZE (2016)**
L'influence des collectivités territoriales sur les propositions législatives européennes : les cas des paquets « Union de l'énergie » et « Économie circulaire ».
Sous la direction de F.-M. POUPEAU, OMI.
- **C. BERTÉ (2017)**
La compensation écologique dans l'aménagement urbain : genèse d'un nouvel instrument d'action publique.
Sous la direction d'O. COUTARD, VTT.
- **M. BIGORGNE (2017)**
L'action publique territoriale sous contrainte budgétaire ? La gestion financière des investissements publics locaux.
Sous la direction de F.-M. POUPEAU et de L. HALBERT, VTT.
- **L. CARDENAS-VELASQUEZ (2015)**
La formation des militants : les enjeux de socialisation à l'activité syndicale au sein de l'Union Syndicale Solidaires.
Sous la direction de J.-M. DENIS, OMI.
- **S. DAVID (2016)**
L'empreinte sociale de l'eau en Île-de-France.
Sous la direction de A. EUZEN et D. CHANTEUR, VTT.
- **P.-H. DURON (2019)**
Sociologie de l'innovation numérique dans l'enseignement supérieur français. Le cas des plateformes d'exercices auto-correctifs WIMS et PL.
Sous la direction d'A. MATHIEU-FRITZ, OMI.
- **J. FAYETON (2015)**
Jouer la crise : les exercices de gestion de crise en Île-de-France.
Sous la direction de V. NOVEMBER et d'O. BORRAZ, VTT.
- **G. FOURNIER (2019)**
La gouvernance de la mobilité urbaine : stratégies des acteurs de marché et modes de régulation à l'heure des plateformes numériques.
Sous la direction de F.-M. POUPEAU, OMI.
- **É.-C. GIBAUT (2018)**
Formes renouvelées de l'activité et nouveaux visages de l'emploi. Éclairer les zones d'ombre du travail en freelance dans le secteur bancaire.
Sous la direction de J.-M. DENIS, VTT.
- **Y GOURAIN (2018)**
Interroger la prise en charge du risque sismique dans l'aménagement d'Istanbul.
Sous la direction de V. NOVEMBER, VTT.
- **S. GUEVARA VIQUEZ (2014)**
Le risque d'inondation et la définition de la vulnérabilité urbaine dans les politiques publiques au Costa-Rica.
Sous la direction de J.-P. LÉVY, VTT.
- **E. GUILLOU (2017)**
Mini-réseaux d'électricité et petits opérateurs privés dans les quartiers périurbains d'Afrique sub-saharienne.
Sous la direction de S. JAGLIN, VTT.
- **S. KASRI (2013)**
L'architecture comme marqueur de risque.
Sous la direction de J.-P. LÉVY, VTT.
- **R. KOJIMA (2014)**
La divergence ou une alternative à la résilience : analyse des territoires à risque après la catastrophe de Fukushima.
Sous la direction de V. NOVEMBER et de P. JOBIN, VTT.
- **V. MAGHIN (2018)**
Ce que le traitement automatisé des images fait à la gouvernabilité.
Sous la direction de G. JEANNOT, OMI.
- **M. MARCHAND (2017)**
Les stratégies de transition énergétique des métropoles françaises. Outils, innovations et dynamiques institutionnelles.
Sous la direction de F.-M. POUPEAU, OMI.
- **C. MESNIL (2016)**
La carrière des solutions sociotechniques alternatives pour la transition énergétique. Analyse de cas en Île-de-France.
Sous la direction d'O. COUTARD et de C. GALLEZ, VTT.
- **M. MOATY (2017)**
La résistance urbaine à l'ère de la financiarisation de l'urbanisme : désobéissance et revendications à São Paulo face au capitalisme global.
Sous la direction de S. JAGLIN, de O. KARAMAN et de J. WHITAKER.
- **É. MULLER (2019)**
Le développement de l'hydrogène dans les territoires : stratégies des acteurs privés et rôle des pouvoirs publics.
Sous la direction de F.-M. POUPEAU et de C. GALLEZ, VTT.
- **M. NDOYE (2019)**
Modélisation des comportements de consommation énergétique des bâtiments résidentiels.
Sous la direction de J.-P. LÉVY et de M. PELLEGRINO, VTT.
- **Y. PERES (2018)**
Appels à projets urbains innovants : quelles mutations des registres d'action des acteurs de la fabrique urbaine ?
Sous la direction d'E. VIVANT, VTT.
- **J. PINARD (2016)**
Des pratiques alternatives aux pratiques immobilières. La culture et le temporaire au service des acteurs de l'immobilier.
Sous la direction d'O. COUTARD et d'E. VIVANT, VTT.
- **P. PIRAS (2019)**
Numérique et espaces urbains en Afrique subsaharienne : une approche par la matérialité et la spatialité des infrastructures.
Sous la direction de S. JAGLIN, VTT.

LISTE DES THÈSES EN COURS

- **M. RATEAU (2016)**
L'innovation frugale dans l'énergie hors réseau : une solution durable pour l'électrification de l'Afrique ?
Sous la direction de S. JAGLIN et d'A. CHOPLIN, VTT.
- **C. REY-THIBAUT (2017)**
De la prévention des risques à la gestion de crise : les coulisses des scènes locales du risque dans les agglomérations.
Sous la direction de V. NOVEMBER, VTT.
- **F. ROCHON (2016)**
Le modèle HLM existe-t-il ?
Le logement social dans la politique du logement contemporaine en France.
Sous la direction de J.-P. LÉVY et de Y. FIJALKOW, VTT.
- **J. SALINGUE (2014)**
Modélisation de l'habitat et du peuplement : une analyse longitudinale (1978-2013) à l'échelle nationale.
Sous la direction de J.-P. LÉVY, VTT.
- **F. TRAORE (2016)**
Des tiers-lieux pour la grande entreprise ?
Activité et innovation dans les environnements de travail.
Sous la direction de P. UGHETTO, OMI.
- **M. VELTZ (2015)**
Qui gouverne la ville intelligente ?
Évolution de la gouvernance et des systèmes d'acteurs dans le contexte de l'essor de la ville intelligente.
Sous la direction d'A. PICON, VTT.

LISTE DES CONTRATS DE RECHERCHE

Contrats gérés par l'UPEM

Contrats privés

- Contrat CIFRE, thèse M. Marchand, partenaire ACADIE, responsable F.-M. Poupeau
- Contrat CIFRE, thèse L. Cardenas, partenaire CEFI, responsable J.-M. Denis
- UFC-CGT, responsable D. Guéranger
- Contrat CIFRE, thèse E. Guillou, partenaire Hydroconseil, responsable S. Jaglin
- Contrat CIFRE, thèse F. Rochon, partenaire USH, responsable J.-P. Lévy
- Contrat CIFRE, thèse F. Traore, partenaire Génie des eaux, responsable P. Ughetto
- AHTI, responsable A. Mathieu-Fritz
- DS0group, responsable H. Ducourant
- Contrat CIFRE, thèse Y. Peres, partenaire Algoé, responsable E. Vivant

Contrats publics

- Production urbaine et marché, LABEX Futurs Urbains, partenaire UPE, responsable M. Drozd
- Ville et énergie, LABEX Futurs Urbains, partenaire UPE, responsable S. Jaglin
- April, responsable V. November
- Inventer le Grand Paris, LABEX Futurs Urbains, partenaire UPE, responsable N. Roseau
- Contrat CIFRE, thèse J. Pinar, partenaire SNCF, responsable E. Vivant
- Ville de Roubaix, responsable Y. Miot
- Risques, LABEX Futurs Urbains, partenaire UPE, responsable V. November
- Pôle emploi, thèse B. Augéy, responsable P. Ughetto
- GIP EPAU, partenaire POPSU Territoires, responsable Y. Miot
- LABEX Futurs Urbains, partenaire UPE, responsable O. Coutard
- Ateliers Médicis, partenaire MEDICIS, responsable E. Vivant
- UrbaRiskLab phase émergence, I-SITE FUTURE, partenaire UPE, responsable V. November
- UrbaRiskLab phase croissance, I-SITE FUTURE, partenaire UPE, responsable V. November

ANR

- Cluster93, responsable E. Vivant
- Eluar, responsable D. Guéranger
- Hybridelec, Responsable S. Jaglin
- InveST, responsable L. Halbert
- METROPAL, responsable C. Lefèvre
- RESIIST, responsable V. November
- VITE!, responsable O. Coutard

Contrat CNRS

- Revue *Flux*, responsable O. Coutard

Contrats gérés par le CNRS

Contrats privés

- EUROVIA, responsable P. Ughetto
- DRIHM/RDHEI, responsable A. Euzen
- Contrat CIFRE Kisio, thèse G. Fournier, responsable F.-M. Poupeau

Contrats publics

- EDF, responsable A. Mathieu-Fritz
- Institut National Jeunesse éducation populaire, responsable Gilles Jeannot

Contrat Europe

- URBAN-REV POLITICS, ERC, responsable O. Karaman

Contrats gérés par l'École des Ponts ParisTech

Contrats privés

- Bouygues immobilier, thèse M. Bechir, responsable T. Souami
- Contrat CIFRE, thèse S. David, partenaire Véolia, responsable A. Euzen

Contrats publics

- EIFER, thèse É. Muller, responsable F.-M. Poupeau
- Sanctum Lo1, partenaire Sanctum, responsable V. November

ANR

- MACIV, responsable V. November
- Saint-Simonisme, responsable A. Picon

Divers

- CDC, responsable G. Jeannot

LISTE DES RESPONSABILITÉS DE FORMATIONS (LICENCES, MASTERS, UFR)

- **F. Adisson**
Co-responsable de la « voie recherche » du master 2 « Aménagement et urbanisme », École d'urbanisme de Paris.
- **J.-M. Denis**
Responsable du master mention Sciences sociales (UPEM).
Responsable du M1 du master de Sciences sociales (UPEM).
- **H. Ducourant**
UFR.
Licences.
- **S. Jaglin**
Responsable du Parcours master 2 « Urbanisme et Expertise internationale - Option Urbanisme et Villes des Suds », École d'Urbanisme de Paris.
- **G. Jeannot**
Président du département SHS, École des Ponts ParisTech.
- **C. Lefèvre**
Co-directeur du master 2 « Développement des territoires », École d'Urbanisme de Paris.
- **Y. Miot**
Co-responsable du master 2 « Développement urbain intégré », École d'Urbanisme de Paris.
- **T. Saoumi**
Co-directeur de l'École d'Urbanisme de Paris.
- **P. Ughetto**
Responsable du parcours « Conduite du changement, compétences et organisation » dans le master Sciences sociales (UPEM).
- **G. Zembri**
Responsable du master GAED, spécialité « Exploitation et développement des réseaux de transport public », Université de Cergy-Pontoise, masters 1 et 2.
Co-responsable de la mention de master « Transport, Mobilité, Réseau » depuis le 1^{er} octobre 2019, Université de Cergy-Pontoise.

Direction de publication

Alexandre Mathieu-Fritz
François-Mathieu Poupeau
Nathalie Roseau

Pilotage et coordination

François-Mathieu Poupeau

Collecte des données

Assetou Coulibaly
Virginie Detournay
Delphine Du Pasquier

Traitement des données de publications

Frédérique Bordignon
Delphine Du Pasquier
(pôle IST de l'École des Ponts ParisTech)

Conception graphique et mise en page

Line Célo

Impression

Service de reprographie
de l'École des Ponts ParisTech

Fondé en 1986 autour des thématiques de la ville et de ses réseaux ainsi que des entreprises et de leurs modèles d'organisation de la production, le LATTs est un laboratoire pluridisciplinaire en sciences sociales et humaines, spécialiste des enjeux de la ville et des territoires, de l'action publique et du travail, aujourd'hui et dans l'histoire. Partant du constat que les mondes techniques revêtent une importance particulière et croissante dans les transformations spatiales, sociétales, économiques et politiques, il s'attache notamment à comprendre la manière dont les infrastructures et les dispositifs techniques sont façonnés par les divers mondes sociaux dans lesquels ils s'insèrent et, inversement, comment ils contribuent à les transformer. À travers de nombreuses enquêtes de terrain, les travaux qui sont menés au sein du laboratoire portent une triple ambition : pratiquer une interdisciplinarité exigeante, affirmer le principe d'un solide étayage empirique des recherches, favoriser le débat et la production théorique.

Unité mixte de recherche, le LATTs regroupe des chercheurs et enseignants-chercheurs issus du CNRS, de l'École des Ponts ParisTech et de l'Université Gustave Eiffel.

